



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE REGIONALES DE L'UEMOA AU TITRE DE L'ANNEE 2020



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ÉTATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Direction Générale de l'Economie et de la Monnaie
Direction des Statistiques
Service de la Balance des Paiements

**RAPPORT SUR LA BALANCE DES PAIEMENTS ET LA POSITION EXTÉRIEURE
GLOBALE RÉGIONALES DE L'UEMOA AU TITRE DE L'ANNÉE 2020**



Mars 2022

RESUME

Les comptes extérieurs de l'Union en 2020 portent l'empreinte de la crise sanitaire mondiale liée à la pandémie de la Covid-19, dont les effets ont perturbé les échanges extérieurs. Le solde global de la balance des paiements de l'Union est ressorti excédentaire de 15,8 milliards en 2020 contre 1.635,1 milliards en 2019. Cette évolution traduit la forte contraction des flux de capitaux au titre du compte financier, qui ont à peine couvert les besoins de financement.

Le solde déficitaire du compte des transactions courantes s'inscrit en baisse en 2020, ressortant à 4.066,2 milliards après 4.373,8 milliards une année plus tôt. Cette évolution est en lien avec la contraction du déficit du compte des biens, conjuguée avec la hausse de l'excédent du compte de revenu secondaire, dans un contexte de détérioration de la balance des services. Le déficit courant en pourcentage du PIB, s'est replié de 0,5 point en ressortant à 4,4% en 2020.

Le déficit de la balance commerciale s'est réduit de 891,3 milliards pour ressortir à 568,2 milliards en 2020. Cette évolution s'explique par la progression des exportations (+3,2%) conjuguée au repli des importations (-2,5%). Les exportations ont été tirées par le dynamisme des ventes d'or (+36,6%), dont les cours ont été orientés à la hausse en raison de son rôle de valeur refuge en période de crise, ainsi que celles de cacao (+2,6%) et de caoutchouc (+12,4%). S'agissant des importations, leur baisse est imputable à l'allègement de la facture énergétique (-10,4%), en ligne avec la chute des cours internationaux du pétrole, couplé au fléchissement des acquisitions de biens d'équipement et intermédiaires (-3,4%), induit par le ralentissement de l'exécution des grands projets de construction.

Le solde structurellement déficitaire de la balance des services de l'Union s'est aggravé de 18,5% pour ressortir à 4.267,8 milliards en 2020, en raison principalement du net repli des recettes touristiques (-59,2%), consécutif aux mesures de restriction sur les déplacements prises par les Etats dans le cadre de la lutte contre la propagation de la pandémie de la Covid-19.

Pour sa part, le compte du revenu primaire a affiché un solde déficitaire de 2.360,8 milliards en 2020, en aggravation de 6,4% par rapport au niveau observé une année plus tôt. Cette évolution s'explique essentiellement par la diminution des entrées nettes au titre de la rémunération des salariés, couplée à l'accroissement des paiements d'intérêts et de dividendes aux investisseurs étrangers.

L'excédent du compte du revenu secondaire s'est consolidé en progressant de 7,8% pour se situer à 3.130,6 milliards en 2020, en liaison essentiellement avec l'ampleur des appuis budgétaires en faveur de l'Administration Publique (+17,3%), dans le cadre des soutiens à la lutte contre la pandémie de la Covid-19, et la résilience des transferts de fonds des travailleurs migrants (+5,5%).

En tenant compte des flux au titre du compte de capital, ressortis en baisse de 5,6%, le besoin de financement s'est établi à 2.889,2 milliards en 2020, contre 3.126,8 milliards en 2019. Toutefois, il n'a été couvert qu'à hauteur de 101,1% par les flux de capitaux au titre du compte financier, en net repli, pour ressortir à 3.331,2 milliards en 2020, contre 5.218,8 milliards en 2019.

Les flux nets d'IDE se sont repliés de 13,0% pour s'établir à 2069,0 milliards en 2020, liées au ralentissement des grands travaux lancés dans les secteurs minier et pétrolier en raison notamment de l'apparition de la pandémie de la Covid-19.

Les flux au titre des investissements de portefeuille se sont contractés de 96,3% pour ressortir à 31,1 milliards en 2020, en lien avec la baisse du niveau de mobilisation de ressources par les Etats sur les marchés financiers internationaux, en rapport avec le recul des émissions d'euro-obligations en 2020, comparé à l'année 2019. Cette évolution est principalement imputable au repli des mobilisations de ressources par les Etats sur les marchés financiers internationaux en 2020, avec une seule émission d'euro-obligations d'un montant de 353 milliards par la Côte d'Ivoire, contre un cumul de 1.029 milliards mobilisé par le Bénin, la Côte d'Ivoire et la BOAD en 2019. Par ailleurs, les flux au titre des « autres investissements » se sont réduits de 42,0% par rapport à 2019, du fait essentiellement de la contraction des tirages nets publics (-14,6%), couplée à la baisse du rapatriement des recettes d'exportations.

Les autres investissements se sont également inscrits en baisse de (-42,0%), dans un contexte de net repli des tirages des Etats membres de l'Union auprès de leurs partenaires, couplé avec la baisse du rapatriement des recettes d'exportations.

La Position Extérieure Globale Nette (PEGN) régionale s'est détériorée de 8,5% en ressortant à -41.243,3 milliards (-44,9% du PIB) à fin décembre 2020 contre -38.019,6 milliards (-42,9% du PIB) à fin décembre 2019, en liaison notamment avec la hausse des engagements (+8,2%), plus importante que celle des créances (+7,8%). L'analyse de la structure géographique de la position extérieure globale nette de l'UEMOA à fin 2020 fait ressortir une situation débitrice aussi bien avec la Zone euro (-6.304,8 milliards ou -6,9% du PIB), son principal partenaire, qu'avec les autres régions du monde (-34.938,5 milliards ou -38,1% du PIB).

Les échanges commerciaux intra-communautaires se sont repliés de 0,7% pour s'établir à 2.663,9 milliards en 2020. Cette évolution s'explique principalement par la chute des prix des produits pétroliers dans un contexte de ralentissement de la demande intérieure, consécutive notamment à l'adoption des mesures barrières dans le cadre de la lutte contre la propagation de la pandémie de la Covid-19. En particulier, les échanges de produits pétroliers se sont repliés de 24,9%, pour ressortir à 766,0 milliards. Leur part dans les échanges intra-UEMOA est passée de 38% en 2019 à 28,8% en 2020. Rapportés aux exportations totales, les échanges intra-UEMOA se sont établis à 14,7% en 2020 après 15,2% en 2019.

S'agissant des Investissements Directs Etrangers intra-UEMOA, les encours des placements sont restés relativement faibles, représentant 4,9% du stock des capitaux reçus. L'encours des IDE intra-communautaires est ressorti à 1.617,8 milliards (1,8% du PIB) à fin 2020, contre 1.464,5 milliards (1,7% du PIB) à fin 2019.

Les investissements de portefeuille quant à eux, se sont inscrits en hausse de 493 milliards, passant de 1.110,2 milliards en 2019 à 1.603,2 milliards en 2020, en lien avec la dynamique des émissions des bons sur le marché régional, dans le cadre de la gestion des plans de ripostes mis en place par les Etats pour faire face aux conséquences socio-économiques induites par la pandémie de la Covid-19.

Les flux nets au titre des autres investissements intra-communautaires ont diminué de 2,7% d'une année à l'autre, en passant de 1.798,6 milliards à fin 2019, à 1.749,6 milliards à fin 2020 en lien notamment avec le repli des crédits commerciaux. Cette évolution a toutefois été atténuée par l'augmentation des prêts octroyés par la BOAD aux secteurs public et privé dans les Etats membres de l'UEMOA (+38,8%), dans le cadre des mesures de soutien au financement des dépenses induites par les effets de la crise sanitaire de la Covid-19.

SOMMAIRE	
RESUME	2
SOMMAIRE	4
TABLE DES ILLUSTRATIONS	6
SIGLES ET ABREVIATIONS UTILISES	7
AVANT PROPOS	8
I- FAITS MARQUANTS DE L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE EN 2020	9
1.1- Environnement internationale	9
1.2- Environnement interne	10
II- EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS REGIONALE DE L'UEMOA	12
2.1- Compte des transactions courantes	13
2.1.1 - Balance des biens et services	14
2.1.1.1 - Balance commerciale	14
2.1.1.1.1- Exportations de biens	14
2.1.1.1.2 - Importations de biens	18
2.1.1.2 - Balance des services	21
2.1.2 - Revenu primaire	26
2.1.3 - Revenu secondaire	26
2.2- Compte de capital	29
2.2.1 - Acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits	29
2.2.2 - Transferts en capital	29
2.3 - Compte financier	29
2.3.1 - Investissements directs	30
2.3.2 - Investissements de portefeuille	31
2.3.3 - Dérivés financiers	31
2.3.4 - Autres investissements	31
III. EVOLUTION DE LA POSITION EXTERIEURE GLOBALE DE L'UEMOA	31
3.1 - Evolution de la Position Extérieure Globale Nette (PEGN)	32
3.2 - Ventilation géographique du stock d'engagements extérieurs des pays de l'UEMOA	33

IV. EVOLUTION DES ECHANGES INTRA-UEMOA	34
4.1 - Commerce intra-UEMOA de biens	34
4.2 - Autres transactions courantes intra-communautaires	36
4.3 - Flux de capitaux et financiers intra-communautaires	36
CONCLUSION	38
LISTE DES ANNEXES	39

TABLE DES ILLUSTRATIONS

GRAPHIQUES		Page
Graphique 1-	Evolution des indices de production des principaux produits agricoles exportés par l'Union	11
Graphique 2-	Evolution des indices des productions minières et pétrolières	12
Graphique 3-	Evolution du déficit courant et de ses composantes	13
Graphique 4-	Evolution du déficit courant et de ses composantes en % du PIB	13
Graphique 4-	Evolution de la part des principaux produits exportés (en % des exportations totales)	14
Graphique 5-	Evolution de la part des principaux produits importés (en %)	14
Graphique 6-	Evolution des exportations d'or des pays de l'UEMOA	17
Graphique 7-	Evolution du déficit commercial de l'UEMOA avec et sans recettes exportations d'or	19
Graphique 8-	Evolution de la part des principaux produits importés (en %)	19
Graphique 9-	Evolution des principaux produits alimentaires importés (en milliards)	19
Graphique 10	Evolution récente de la facture du fret dans l'UEMOA	22
Graphique 11	Temps moyens médians de déchargement des navires dans l'UEMOA et dans les pays de Benchmark	22
Graphique 12	Evolution de la structure des services nets (en milliards de FCFA)	23
Graphique 13	Evolution du déficit courant ET du déficit courant hors voyage en % du PIB	25
Graphique 14-	Evolution du revenu primaire et des dividendes versés	26
Graphique 15-	Evolution des transferts de fonds des migrants et du déficit courant	28
Graphique 16-	Evolution des transferts de fonds reçus des migrants dans l'UEMOA (en milliards)	28
Graphique 17-	Evolution comparée du taux d'investissement direct dans l'UEMOA et dans les pays en développement	30
Graphique 18-	Ventilation géographique de la position extérieure de l'Union	33
Graphique 19-	Evolution du commerce intra-régional	34
Graphique 20-	Evolution des soldes des échanges intra-communautaires en 2019 et 2020 (en milliards)	35
TABLEAUX		Page
Tableau 1-	Part des pays membres dans les exportations de l'UEMOA (en %)	17
Tableau 2-	Parts des importations par pays membres de l'UEMOA	21
Tableau 3-	Position extérieure globale nette (en millions de FCFA)	32
Tableau 4-	Matrice des échanges intra-communautaires des produits pétroliers (en millions de FCFA)	35
Tableau 5-	Matrice des stocks de fin de période (au 31 décembre 2020)	37
ENCADRES		Page
Encadré 1-	Impact des exportations d'or sur les échanges extérieurs de l'UEMOA	17
Encadré 2-	Dynamique du fret dans les pays de l'UEMOA	21
Encadré 3-	Contribution des services de voyage à la réduction du déficit courant	25
Encadré 4-	Evaluation des transferts de fonds des migrants dans l'UEMOA	27

SIGLES ET ABREVIATIONS UTILISES

AEN	Avoirs Extérieurs Nets
AGRHYMET	Centre régional d'applications agronomique, hydrologique et météorologique
BAD	Banque Africaine de Développement
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BDP	Balance des Paiements
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CAF	Coût, Assurance, Fret
CMDT	Compagnie Malienne de Développement des Textiles
Cellule sous-régionale	Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des échanges intra-UEMOA
COMINAK	Compagnie Minière d'Akouta au Niger
Covid-19	Maladie à coronavirus déclenchée en 2019 et ayant entraîné une pandémie
DTS	Droit de Tirage Spécial
ECID	Enquêtes Coordonnées sur les Investissements Directs
FOB	Franco on Bord
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FMI	Fonds Monétaire International
IDE	Investissement Direct Etranger
INS	Instituts Nationaux de la Statistique
ISBLM	Institutions Sans But Lucratif au service des Ménages
MBP5	Cinquième édition du Manuel de la Balance des Paiements du FMI, parue en 1993
MBP6	Sixième édition du Manuel de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale du FMI, parue en 2008
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PEG	Position Extérieure Globale
PEGN	Position Extérieure Globale Nette
PIB	Produit Intérieur Brut
PPTE	Pays Pauvre Très Endetté
UE	Union Européenne
UMOA	Union Monétaire Ouest Africaine
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
Union	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine ou Union Monétaire Ouest Africaine

AVANT PROPOS

La balance des paiements et la position extérieure globale régionales constituent des outils d'aide à la décision en matière de politique économique et monétaire, à la disposition des Autorités de l'Union. En particulier, elles permettent de mieux appréhender les performances globales de l'Union en matière des échanges extérieurs. La responsabilité de leur élaboration incombe à la Banque Centrale, suivant l'article 44 des Statuts de la BCEAO, qui dispose que la « *Banque Centrale assure l'établissement de la balance des paiements des Etats membres de l'UMOA* ». Par ailleurs, l'article 1^{er} de l'Annexe III du Règlement n°09/2010/CM/UEMOA du 1^{er} octobre 2010, relatif aux relations financières extérieures, dispose que l'élaboration des comptes extérieurs des Etats membres ainsi que de la balance des paiements et de la position extérieure globale régionales incombe à la Banque Centrale.

Ces comptes sont élaborés conformément à la méthodologie de la sixième édition du Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale du FMI, à partir des situations arrêtées dans les pays membres de l'Union et des données portant sur les transactions des institutions sous-régionales résidentes de l'UEMOA avec le reste du monde. Outre ces informations, l'élaboration des comptes extérieurs s'appuie sur les travaux de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-communautaires. Ces travaux ont permis de procéder à une analyse fine des asymétries relevées dans les déclarations statistiques bilatérales des Etats, en vue du rapprochement des données du commerce intra-régional au titre de l'année 2020. La correction des asymétries a également porté sur les flux touristiques, les envois de fonds des travailleurs migrants et les investissements directs étrangers.

Le présent rapport analyse l'évolution des paiements extérieurs de l'Union en 2020. Il comporte trois parties :

- les faits marquants de l'environnement économique dans lequel se sont inscrits les échanges extérieurs de l'Union en 2020 ;
 - l'évolution de la balance des paiements et de la position extérieure globale régionales en 2020 ;
 - l'évolution des échanges intra-UEMOA en 2020.
-

I- FAITS MARQUANTS DE L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE EN 2020

1.1- Environnement international

L'environnement économique et financier international a été marqué en 2020 par la pandémie de Covid-19 et les mesures prises pour l'endiguer qui ont entraîné une contraction historique de l'économie mondiale. Il s'est également ressenti des tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine et des incertitudes liées aux élections américaines. Selon les estimations du FMI, le taux de croissance de l'économie mondiale est ressorti négatif à -3,1% en 2020 contre une hausse de 2,8% en 2019.

Les économies avancées ont enregistré une croissance de -4,5% en 2020 contre 1,6% en 2019. L'activité économique aux Etats-Unis s'est contractée de 3,4% après une hausse de 2,2% en 2019. En Zone euro, la croissance a aussi été négative, ressortant à -6,3% en 2020 après un taux de croissance de 1,3% en 2019.

Au niveau des principaux pays émergents et en développement, l'activité économique a fléchi en ressortant à -2,1% en 2020 contre 3,6% en 2019. En Chine, la croissance a ralenti, passant de 6,0% en 2019 à 2,3% en 2020. En revanche, l'Inde, le Brésil, la Russie et l'Afrique du Sud ont enregistré des croissances négatives.

L'Afrique subsaharienne a enregistré une baisse de son produit intérieur brut de -1,7% en 2020 contre une hausse de 3,1% en 2019. Au Nigeria, le recul de l'activité a été de -1,8% en 2020 après une hausse de 2,2% en 2019. En Afrique du Sud, le taux de croissance a été de -6,4% en 2020 contre 0,2% en 2019.

Sur les marchés des changes, la monnaie européenne s'est appréciée face aux principales devises en 2020. Ainsi, le cours de l'euro s'est accru de 1,9% pour s'établir à 1,1413 dollar en 2020. Il est également ressorti en hausse par rapport au dollar canadien (+2,9%) et à la livre sterling (+1,4%). L'euro a aussi pris de la valeur face aux devises des pays émergents. En effet, la monnaie européenne s'est appréciée de 14,1% face au rouble russe, 7,3% face à la roupie indienne et 1,8% face au yuan chinois. En revanche, la monnaie de la zone euro s'est dépréciée face au franc suisse (-3,8%) et au yen japonais (-0,2%).

Le commerce mondial des marchandises s'est contracté de 7,5% en 2020, après une baisse de 2,7% enregistrée en 2019. Cette évolution résulte essentiellement de l'impact de la pandémie de Covid-19 sur les échanges internationaux sous forme de chocs de demande et d'offre mais également à travers les perturbations de chaînes d'approvisionnement mondiales.

Les cours des produits de base exportés par les Etats membres de l'Union se sont ressentis de l'ampleur de la crise économique mondiale en 2020 conjuguée aux effets des tensions commerciales internationales. L'indice des principaux produits exportés affiche une hausse de 1,2% en 2020 après 0,2% en 2019.

La hausse des cours mondiaux des principales matières premières exportées par l'Union est localisée au niveau des produits non énergétiques avec notamment les huiles (+21,3%), l'uranium

(+13,5%), l'or (+24,5%) et le bois grume (+1,1%). Les baisses enregistrées par les prix des produits énergétiques (-31,9%) et de certains produits non énergétiques tels que le cacao (-9,1%) le café (-9,2%), la noix de cajou (-42,0%), le coton (-7,2%), le caoutchouc (-6,4%), le zinc (-11,1%) et les phosphates (-13,6%) ont exercé un effet modérateur.

Les prix des principaux produits alimentaires importés par les pays de l'Union ont globalement été orientés à la hausse de +3,3% en 2020, après +5,2% en 2019. La progression des prix constatée concerne l'ensemble des produits, hormis le maïs (-7,1%). Il s'agit notamment du riz (+18,2%), du blé (+8,6%), de l'huile de soja (+4,6%) et du sucre (+2,1%).

1.2- Environnement interne

Les économies de l'UEMOA ont évolué, au cours de l'année 2020, dans un environnement international marqué par les effets négatifs de la pandémie du coronavirus (Covid-19) et la persistance des tensions commerciales au niveau mondial, notamment entre les Etats-Unis et la Chine. Au niveau interne, l'activité économique s'est fortement ressentie des mesures prises par les Etats membres pour limiter la propagation de la pandémie, notamment les mesures de confinement partiel et la fermeture des frontières, à travers la suspension du trafic routier et aérien international. Le taux de croissance du produit intérieur brut de l'UEMOA est passé de 5,7% en 2019 à 1,8% en 2020, du fait de la baisse de l'activité économique notamment dans les secteurs manufacturier, du tourisme, de l'hôtellerie et de la restauration.

La légère croissance de l'activité économique dans l'Union a été principalement portée par le secteur primaire, dont la contribution à la croissance s'est située à 0,8 point en 2020. Les apports des secteurs secondaire et tertiaire sont ressortis respectivement à 0,4 point et 0,6 point.

La campagne agricole 2020/2021 a bénéficié, sur le plan climatique, de conditions pluviométriques globalement favorables. Selon le centre régional AGRHYMET, les quantités d'eau enregistrées ont été supérieures aux moyennes observées sur la période 1981-2010. Dans ce contexte, la production vivrière de l'UEMOA, ressortie à 69.031.077 tonnes au titre de la campagne 2020/2021, a enregistré une hausse de 3,9%, principalement portée par les céréales (+4,0%) et les tubercules (+2,3%). Les productions des autres cultures (légumineuses, plantes horticoles, fruits, etc.) ont progressé de 6,5%.

Comparées à la moyenne des cinq dernières années, les récoltes en 2020 sont en hausse de 13,2%. Celles des principales cultures d'exportation sont également en hausse sur la même période, à l'exception du cacao, du café et du coton graine.

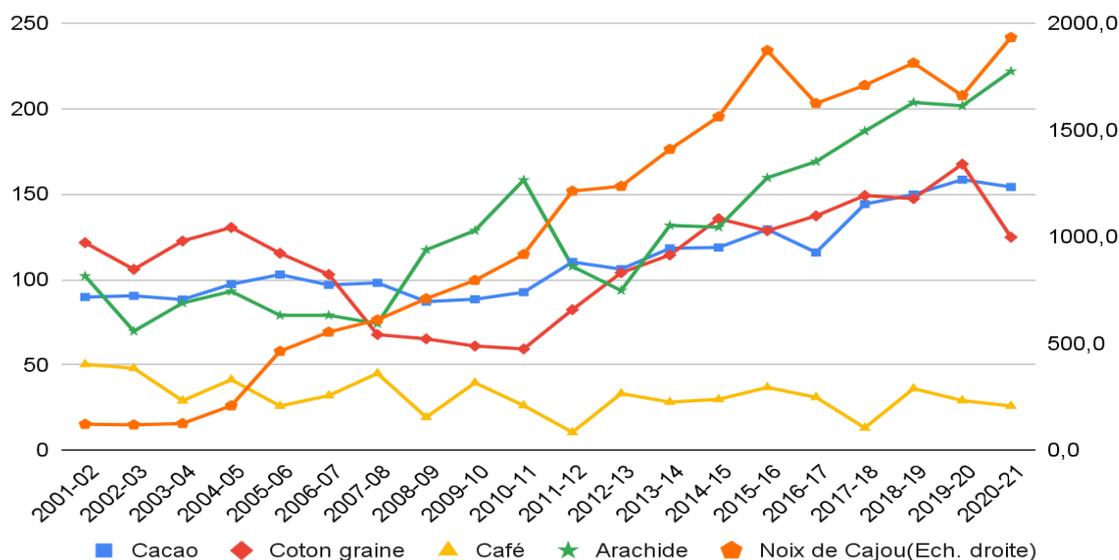
La production de cacao a connu une baisse de 2,7%, s'établissant à 2.188.355 tonnes après trois années de récoltes exceptionnelles. Cette évolution est imputable à la volonté des autorités ivoiriennes de maintenir la production annuelle autour de 2.000.000 de tonnes, afin de limiter l'offre sur le marché international et éviter un effondrement des cours mondiaux.

S'agissant de la production de café, elle est ressortie à 102.605 tonnes au cours de la campagne 2020/2021, en baisse de 11,2% par rapport à la campagne précédente. Cette situation est consécutive au vieillissement du verger en Côte d'Ivoire. Elle s'explique également par le désintérêt des producteurs de cette spéculation, au regard de la baisse de 21,4% du prix au producteur de café.

La production de coton graine dans l'Union s'est située à 2.034.751 tonnes au cours de la campagne 2020/2021, en baisse de 21,2% par rapport à la campagne précédente.

Ce résultat est imputable à la chute de 75,1% et de 4,0% des productions enregistrées respectivement au Mali et au Togo, atténuée par l'augmentation de 2,3% et 2,9% des récoltes respectivement au Bénin et au Burkina.

Graphique 1 : Evolution des indices de production des principaux produits agricoles exportés par l'Union (Base 100= 1999-2000)



Source : BCEAO

La quantité d'arachide récoltée au titre de la campagne 2020/2021 s'est établie à 3.780.968 tonnes, en hausse de 9,1% par rapport à l'année précédente, en raison de la bonne répartition des pluies dans le temps au niveau des principales zones de production. Ces conditions favorables ont favorisé une augmentation de la production au Burkina, en Côte d'Ivoire, au Niger et au Sénégal.

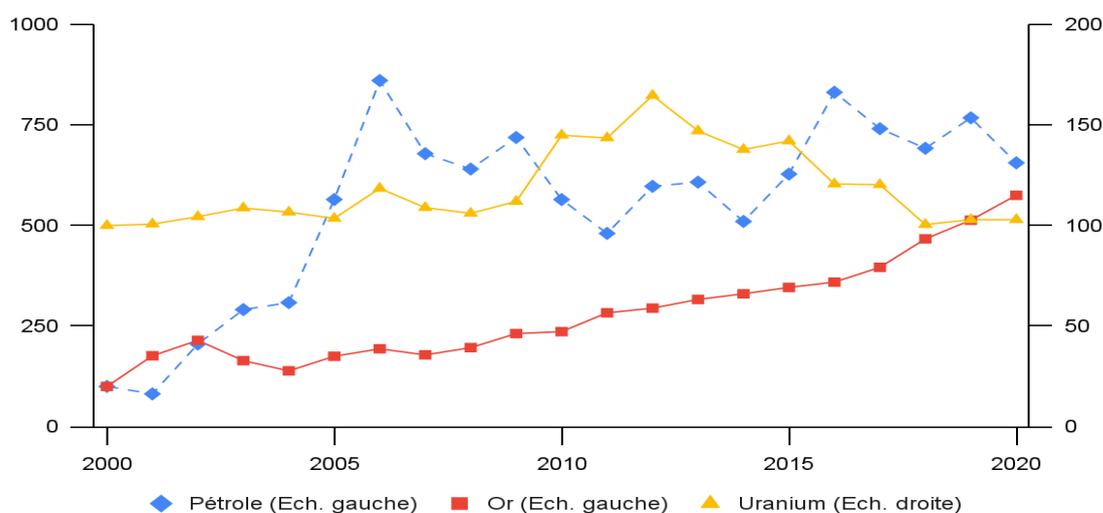
Le volume de noix de cajou est ressorti à 1.300.453 tonnes au cours de la campagne 2020/2021, en hausse de 19,7% par rapport à la campagne précédente. Cette évolution est imputable à la hausse de 33,7% des récoltes en Côte d'Ivoire, principal producteur avec 65,3% de l'offre totale de l'Union en 2020.

La production de caoutchouc s'est établie à 949.276 tonnes au cours de la campagne 2020/2021, soit un accroissement de 98,4% par rapport à la précédente saison agricole, sous l'effet de l'augmentation des superficies plantées.

Les données disponibles sur les activités extractives au cours de l'année 2020 indiquent une bonne tenue des productions d'or, d'uranium et de phosphates. En revanche, celle de pétrole est en baisse.

Dans l'Union, la quantité d'or extraite en 2020 est estimée à 188.269,1 kg, soit une hausse de 10,5% par rapport à 2019. Cette évolution est consécutive à la hausse de la production de 23,5% au Burkina (62.138 kg), de 18,3% en Côte d'Ivoire (8.523 kg) et, dans une moindre mesure de 1% au Sénégal (16.237 kg). Le niveau de la production au Mali, premier producteur de l'UEMOA est resté quasiment stable avec une production estimée à 71.237 Kg (+0,1%), tandis que la production au Niger est ressorti en baisse de 37,4% (134 Kg).

En revanche, les extractions de pétrole brut ont connu une diminution de 13,9%, du fait principalement du repli de 18,3% et 5,1% des offres respectives de la Côte d'Ivoire et du Niger. Quant à la production d'uranium, elle est en légère hausse (+0,3%), ressortant à 2.991 tonnes en 2020 contre 2.981 tonnes en 2019, du fait d'une baisse de la production de la Société des Mines de l'Air (SOMAÏR) au Niger.

Graphique 2 : Evolution des indices des productions minières et pétrolières (Base 100=2000)

Source : BCEAO

S'agissant de la production des phosphates, elle est estimée en hausse de 23,5%, ressortant à 2.970.345 tonnes en 2020, sous l'effet de la progression de 87,8% de l'offre du Togo (évaluée à 1.321.345 tonnes), atténuée par le fléchissement de 3,1% de celle du Sénégal.

Par ailleurs, le taux d'inflation en moyenne annuelle dans l'Union s'est établi à 2,1% en 2020 contre une réalisation de -0,7% en 2019. La hausse des prix s'explique essentiellement par les tensions sur les prix des produits alimentaires, en lien avec, d'une part, la baisse de la production céréalière lors de la campagne 2019/2020 et, d'autre part, les perturbations des circuits de distribution induites par la pandémie de la Covid-19.

Concernant l'exécution des opérations financières des Etats, elle a été marquée par les répercussions de la crise sanitaire. En effet, les pouvoirs publics se sont mobilisés pour apporter des solutions vigoureuses à la pandémie de la Covid-19, en prenant diverses mesures pour endiguer la propagation du virus et limiter ses effets économiques et sociaux. La mise en œuvre de ces mesures s'est traduite par une forte dégradation du déficit budgétaire qui est passé de 3,3 points de pourcentage en 2019 pour se situer à 5,7% du PIB à fin décembre 2020. Cette situation dénote une hausse plus importante des dépenses publiques (+3,6 points de pourcentage) comparativement à celle des recettes totales et dons (+0,2 point de pourcentage), en raison de la crise sanitaire et des mesures de riposte.

L'encours global de la dette extérieure des Etats membres de l'Union, à fin décembre 2020, est ressorti à 29.566,6 milliards de FCFA contre 26.134,4 milliards de FCFA à fin décembre 2019, soit une hausse de 13,1%. Le ratio de l'encours de la dette extérieure sur le PIB s'est fixé à 32,2% en 2020 contre 29,5% un an plus tôt.

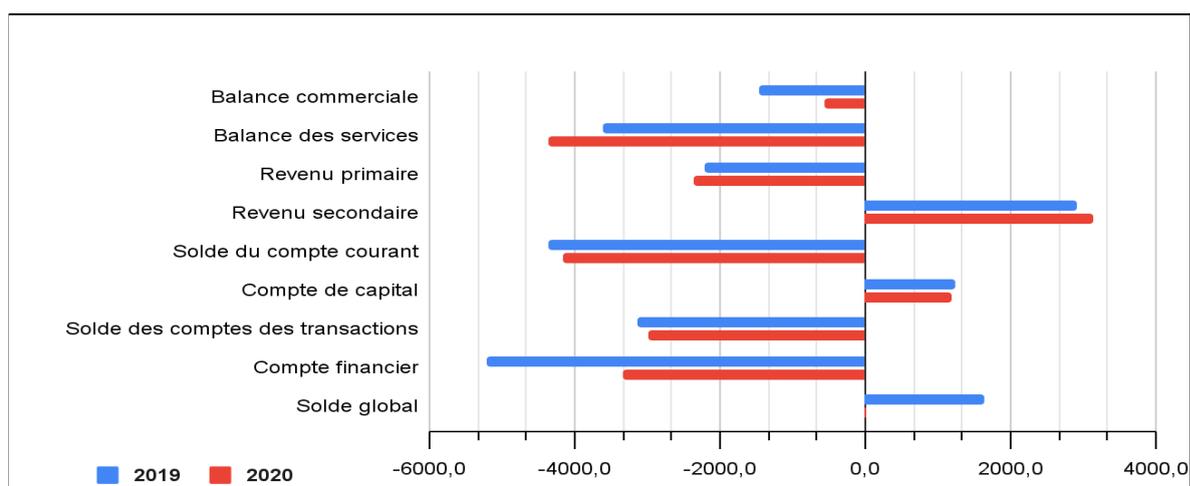
II- EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS REGIONALE DE L'UEMOA

Les transactions de l'UEMOA avec le reste du monde se sont traduites au cours de l'année 2020 par un solde global excédentaire de la balance des paiements de 15.8 milliards¹, après un solde positif de 1.635,1 milliards en 2019. Cette évolution traduit essentiellement la baisse des flux nets de capitaux au titre du compte financier², nonobstant la réduction du déficit courant.

¹ Les montants indiqués dans ce rapport sont en franc CFA, sauf indication contraire.

² Avec la méthodologie de la sixième édition, la convention de signe des rubriques du compte financier a changé. Les signes (-) correspondent à des accroissements

Graphique 3 : Evolution du déficit courant et de ses composantes

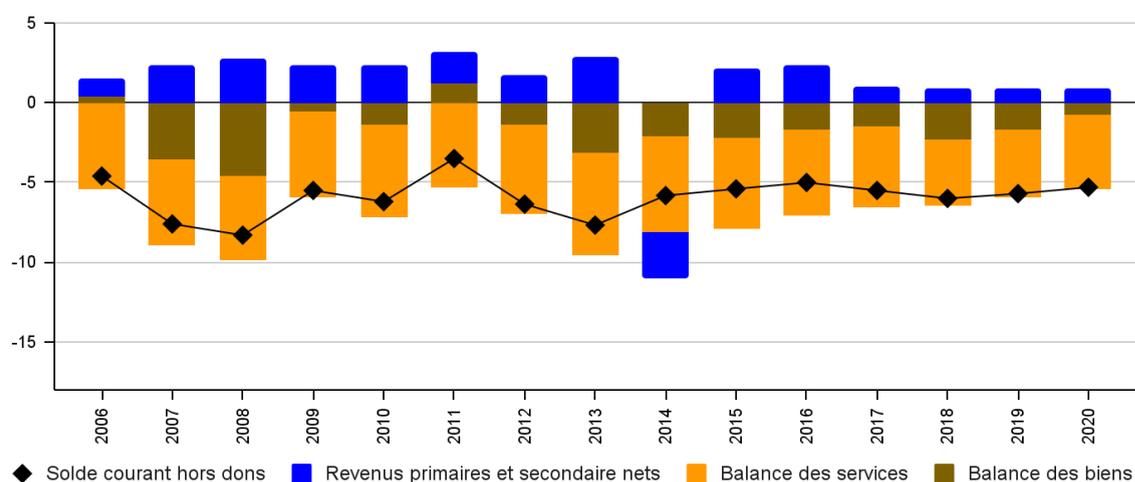


Source : BCEAO

2.1- Compte des transactions courantes

Le déficit des transactions courantes s'est inscrit en baisse en 2020 pour s'établir à 4.066,2 milliards contre 4.373,8 milliards en 2019. Hors dons, il est ressorti à 5,3% du PIB en 2020 contre 5,7% en 2019, soit une amélioration de 0,4 point de pourcentage.

Graphique 4 : Evolution du déficit courant et de ses composantes en % du PIB



Source : BCEAO

L'atténuation du déficit du compte courant est essentiellement imputable à l'amélioration du déficit des biens et services ainsi que l'excédent du compte de revenu secondaire (transferts courants nets), dans un contexte d'aggravation du solde négatif du compte de revenu primaire (revenus nets des facteurs).

2.1.1 - Balance des biens et services

Le déficit structurel de la balance des biens et services s'est atténué de 243,0 milliards, en passant de 5.059,8 milliards à fin 2019 à 4.836,0 milliards en 2020, en ligne notamment avec l'amélioration du déficit de la balance des biens (-891,3 milliards) dont les effets ont été partiellement compensés par l'augmentation du déficit des services.

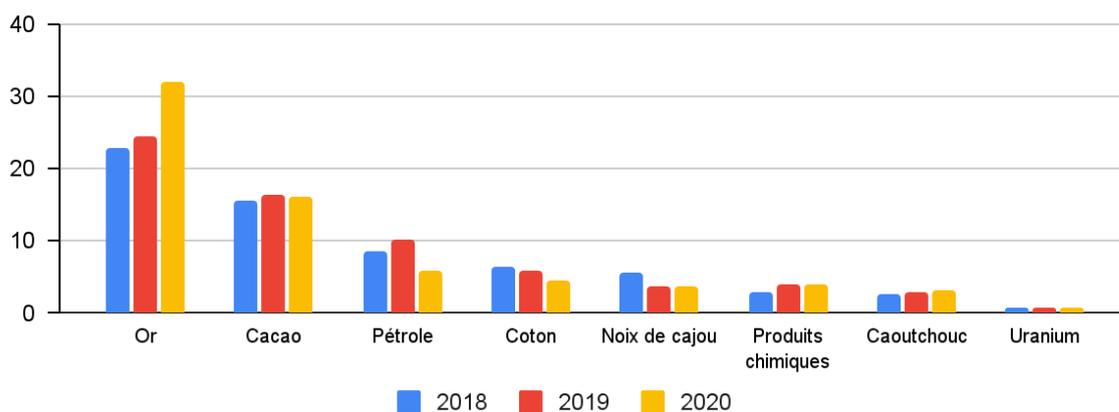
2.1.1.1 - Balance commerciale

Le déficit commercial a connu une contraction en 2020 en ressortant à 568,2 milliards contre 1.459,4 milliards une année plus tôt, en raison d'une progression des exportations (+3,2%) conjuguée à un repli des importations (-2,5%).

2.1.1.1.1- Exportations de biens

Les exportations de biens se sont améliorées en 2020, en rapport essentiellement avec la bonne tenue des expéditions d'or, ayant joué le rôle de valeur refuge dans le contexte de recul de l'activité économique mondiale en raison de la crise sanitaire mondiale. Les exportations totales de biens en valeur des pays de l'UEMOA se sont établies à 15.454,0 milliards en 2020 contre 14.979,5 milliards en 2019, soit une hausse de 3,2%. Cette amélioration est essentiellement imputable à la hausse des ventes d'or (+36,6%), de cacao (+2,3%), de caoutchouc (+12,4%) et de noix de cajou (+1,3%).

Graphique 5 : Evolution de la part des principaux produits exportés (en % des exportations totales)



Sources : BCEAO, INS

Les évolutions des exportations des principaux produits se présentent comme suit :

- Les exportations d'or** ont poursuivi leur tendance haussière, entamée depuis 2013, ressortant à 5.887,2 milliards en 2020, soit une augmentation de 36,6% par rapport à 2019. Cette évolution s'explique essentiellement par la hausse des cours internationaux de ce produit de 24,5%, conjuguée à une progression des volumes expédiés, en raison du dynamisme des activités aurifères, notamment au Burkina, en Côte d'Ivoire et au Sénégal. L'or était quasiment la seule matière première à avoir connu une hausse des ventes en 2020, en raison de son rôle de valeur refuge dans le contexte de la crise Covid-19. Les ventes extérieures d'or de l'Union ont été destinées principalement à la Suisse (66,2%), à l'Afrique du Sud (21,5%) et à l'Inde (3,3%). L'or occupe la première place des exportations de l'Union avec une part de 31,8% en 2020, après 24,4% en 2019.
- Les expéditions des produits de cacao** de l'Union ont progressé de 2,3% en 2020, ressortant à 2.979,9 milliards, contre 2.911,6 milliards un an plus tôt. Cette évolution reflète la hausse des prix pratiqués à l'expédition dans un contexte de baisse du volume expédié. Les produits du cacao sont majoritairement destinés à l'Union Européenne, qui concentre près de 65% des ventes, en particulier les Pays-Bas (22,7%), la Belgique (9,8%) et

l'Allemagne (8,5%). Le continent américain constitue la deuxième destination des produits de cacao de l'Union (19,6%), dont 14,2% pour les Etats-Unis. Le cacao et ses dérivés occupent le deuxième rang des produits exportés par l'Union, avec une part de 16,9% du total des ventes, en hausse de 0,4 point de pourcentage par rapport à 2019.

- **Les ventes des produits pétroliers** ont baissé de 41,3% en 2020, pour s'établir à 1.060,7 milliards. Cette évolution s'explique essentiellement par l'orientation défavorable des cours de l'or noir (-31,9%) observés sur les marchés internationaux. Les produits pétroliers ont représenté 6,8% des ventes à l'extérieur de l'Union en 2020, en diminution de 3,8 points de pourcentage par rapport à l'année 2019. L'Europe constitue la première destination des produits pétroliers de l'Union, avec 37,5%, suivie du continent africain (20,9%).
- **Les exportations de coton, avec une part de 4,6% du total des exportations de l'Union**, ont diminué de 21,1% pour ressortir à 833,9 milliards en 2020. Cette évolution est imputable essentiellement à la baisse des cours de cette spéculation couplée à un repli des volumes observé principalement au Mali (-56,2%). Ce repli du volume expédié par le Mali est en liaison avec la contraction de la production résultant de la baisse du prix garanti au producteur par la Compagnie Malienne de Développement des Textiles (CMDT). Les principaux pays de l'Union exportateurs de ce produit sont le Bénin (42,9%), la Côte d'Ivoire (22,1%), le Burkina (20,1%), et le Mali (8,3%). Les exportations de coton sont orientées principalement vers l'Asie (77,5%) et l'Europe (15,8%). La part de l'Afrique dans les ventes extérieures de coton est ressortie à 6,5%.
- **Les ventes à l'extérieur de noix de cajou ont progressé de 1,4%** en 2020 pour ressortir à 668,7 milliards. Cette évolution s'explique principalement par le dynamisme des volumes expédiés (+5,5%) dont les effets ont été atténués par la chute de l'ordre de 42% des cours internationaux de ce produit. Les expéditions à l'extérieur de ce produit sont orientées principalement vers l'Asie (94,8%).
- **Les exportations de caoutchouc**, ressorties à 597,9 milliards en 2020, se sont accrues de 12,4% par rapport à leur niveau de 2020. Cette hausse est consécutive à celle des volumes expédiés, modérée par le repli des cours internationaux (-6,3%). Les ventes extérieures de caoutchouc sont destinées essentiellement à l'Asie (57,5%) et à l'Europe (31,7%).
- **Les expéditions des produits halieutiques ont enregistré une baisse de 3,1%** ressortant à 346,8 milliards en 2020. Elles ont une part de 2,2% dans le total des ventes de l'Union à l'extérieur. Les exportations de ces produits de pêche sont essentiellement destinées à la Zone euro (45,6%) et l'Asie (10,0%).
- **Les exportations de produits chimiques, composées essentiellement d'acide phosphorique, d'engrais, de produits pharmaceutiques et cosmétiques**, se sont établies à 652,3 milliards en 2020, en augmentation de 4,5% par rapport à leur niveau de 2019. La part des ventes extérieures de produits chimiques dans les exportations de l'Union s'est établie à 3,7% en 2020, en légère baisse par rapport à leur poids de 2019 (3,5%). Une proportion prépondérante des exportations de produits chimiques est destinée aux autres pays du continent africain (54,8%) et à l'Asie (39,1%).
- **Les ventes d'uranium** ont augmenté de 13,2% en 2020, pour s'établir à 145,5 milliards, poursuivant ainsi la hausse affichée depuis 2018. Cette évolution est expliquée par la hausse du prix conventionnel conjuguée à la hausse de la production ainsi que l'écoulement des stocks de la Cominak en prélude à sa fermeture en 2021. La part des expéditions d'uranium dans les exportations de l'Union est ressortie à 0,9%, contre 0,7% en 2019, soit une amélioration de 0,2 point de pourcentage. Les exportations d'uranium ont été orientées essentiellement vers la France (73,4%) et les Etats-Unis (19,3%) pour l'année 2020.
- **Les autres produits d'exportation** sont constitués essentiellement de produits du café, de l'arachide, de l'huile de palme, de l'amande de karité, du bois et des ouvrages en bois. Ils concernent aussi la banane, l'ananas, les phosphates, les cigarettes et l'oignon. Cette

rubrique recouvre également les réexportations³, dont la part dans les ventes extérieures de l'Union s'est établie à 5,0% en 2020 contre 6,5% en 2019, en lien principalement avec la fermeture des frontières du Nigeria avec le Bénin et le Niger qui ont un commerce transfrontalier très développé avec ce pays.

- La part de ces produits dans le total des expéditions de l'Union est ressortie à 24,0% en 2020 contre 27,4% un an auparavant. Cette évolution s'explique notamment par la baisse des parts des produits de la pêche (-0,4 point de pourcentage) et produits de l'arachide (-0,2 point de pourcentage).

La répartition géographique des exportations de l'Union montre que celles-ci sont destinées principalement à l'Europe (48,9%), suivie de l'Afrique (23,0%), de l'Asie (18,8%) et de l'Amérique (5,5%).

Les ventes extérieures de biens de l'Union vers l'Europe ont progressé de 7,1% pour s'établir à 7.387,6 milliards en 2020, contre 6.893,8 milliards en 2019. Cette évolution est imputable essentiellement à la hausse des expéditions d'or et de cacao. La part de l'Europe dans le total des exportations de l'UEMOA se répartit entre l'Union Européenne pour 22,8% et les autres pays européens, pour 26,1%. La Suisse, les Pays-Bas et la France demeurent les principaux clients de l'Union, avec respectivement 24,5%, 5,4% et 4,9% des exportations au cours de la période sous revue.

La part des ventes extérieures à destination du continent africain s'est établie à 23,0% en 2020, contre 22,9% en 2019, soit une augmentation de 0,1 point de pourcentage. Les expéditions de l'Union vers ce continent sont dominées par l'or (22,2%), destiné principalement à l'Afrique du Sud, les produits pétroliers (16,1%) vers le Nigeria et les produits chimiques (8,5%). En particulier, les produits de l'Union exportés vers les autres Etats de la CEDEAO hors UEMOA sont principalement orientés vers le Nigeria et le Ghana, avec des parts respectives estimées à 74,8% et 12,9% en 2020.

La part des exportations de marchandises de l'Union en direction de l'Asie a baissé, passant de 23,1% en 2019 à 18,8% en 2020. Par pays, les ventes sont principalement destinées à l'Inde et à la Chine, dont les parts dans le total des exportations en direction de l'Asie sont respectivement de 23,3% et 17,5% en 2020. Les exportations à destination du continent asiatique sont constituées principalement de l'anacarde (23,5%), du coton (18,0%), du caoutchouc (12,7%), du cacao (10,8%), de l'or (8,5%), de produits chimiques (5,8%) ainsi que de produits de l'arachide (4,3%). Les produits chimiques, l'anacarde et l'or sont principalement expédiés en Inde, avec des parts respectives de 38,3%, 23,1% et 3,3% des ventes totales à l'extérieur de ces produits. Le coton est vendu dans ce continent principalement au Pakistan (8,3%) et à la Chine (6,8%). Quant aux produits de l'arachide, leur destination sur ce continent est essentiellement la Chine (93,1%).

La part de l'Amérique dans les ventes extérieures de l'Union s'est établie à 5,5% en 2020, en repli de 0,9 point par rapport au taux enregistré en 2019. Les parts des exportations en direction des Etats-Unis et du Brésil dans le total des exportations sont ressorties respectivement à 3,6% et 0,3% en 2020 contre 3,6% et 0,6% en 2019. Les exportations de l'Union à destination du continent américain sont composées de cacao (74,4%), de caoutchouc (7,7%) et d'uranium (4,0%).

L'analyse des parts des exportations par pays fait ressortir la prédominance de la Côte d'Ivoire, qui représente 40,8% des ventes extérieures de l'Union en 2020 contre 41,9% en 2019, suivi du Burkina (15,6% contre 13,0%), du Mali (14,6% contre 12,2%) et du Sénégal (13,7% contre 14,7%). La part du Niger se situe à 3,7% en 2020 tout comme en 2019. Le Togo a enregistré un repli de 0,3 point, soit 3,2% en 2020 contre 3,5% un an plus tôt. Les parts du Bénin et de la Guinée-Bissau ont également fléchi de 2,2 points et 0,2 point pour s'établir respectivement à 7,9% et 0,6% en 2020. Les principaux contributeurs à la croissance des exportations ont été le Burkina (+2,6 points) et le Mali (+2,4 points). Les contributions à la croissance ont baissé pour le Bénin (-2,2 points), la Côte d'Ivoire (-0,9 point), le Sénégal (-0,9 point), le Togo (-0,3 point) et la Guinée-Bissau (-0,2 point) en 2020. La part du Niger dans les exportations de l'Union est demeurée constante en 2020.

³ Les produits de réexportations sont principalement constitués de produits alimentaires, de véhicules d'occasion et cigarettes.

Tableau 1 : Part des pays membres dans les exportations de l'UEMOA (en %)

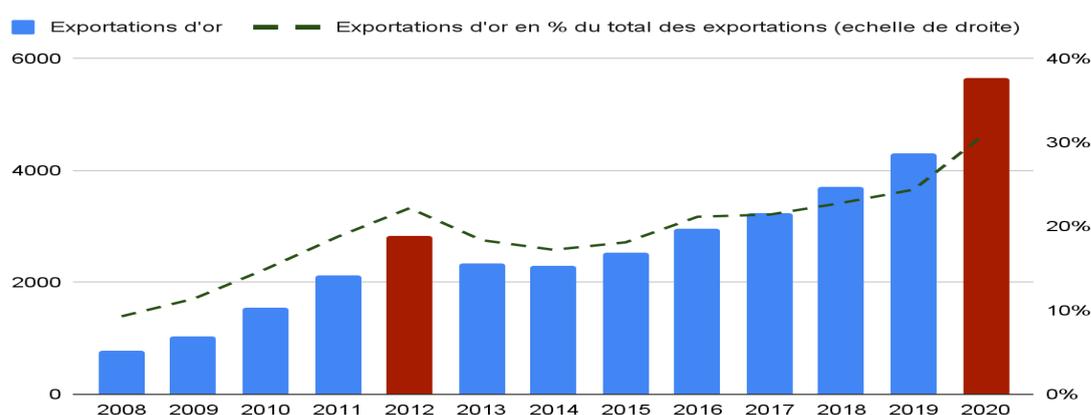
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Bénin	6,3	6,1	5,8	7,7	9,5	7,1	7,5	8,5	11,4	10,1	7,9
Burkina	4,7	7,6	11,4	10,4	10,2	10	12	12,4	13,5	13	15,6
Côte d'Ivoire	57,8	54,7	48,4	46,9	48,1	49,6	46,2	45,5	40,7	41,9	40,8
Guinée-Bissau	1,3	1,2	0,5	0,6	0,6	1,1	1,2	1,3	1,2	0,8	0,6
Mali	9,2	9,8	12	11,2	10,3	11,5	12	11,1	12,2	12,2	14,6
Niger	5,2	5,5	5,8	6,2	5,4	4,6	4,4	4,6	4,1	3,7	3,7
Sénégal	10,9	10,3	11	11,2	11	11,9	12,2	12,6	13,2	14,7	13,7
Togo	4,7	4,7	5,2	5,9	4,9	4,3	4,4	3,9	3,7	3,5	3,2
Total Export.	100										

Source : BCEAO

Encadré 1 - Poids des exportations d'or dans les échanges extérieurs de l'UEMOA

L'exploitation de l'or est réalisée dans la plupart des pays de l'UEMOA, notamment au Burkina, en Côte d'Ivoire, au Mali, au Niger et au Sénégal. Des activités marginales sont observées au Bénin, en Guinée-Bissau et au Togo. Avec la forte progression des cours internationaux, en raison de la dynamique de la demande des pays émergents, les exportations du métal jaune ont connu une hausse considérable faisant de cette spéculation la première source de recettes d'exportation de la zone au cours des cinq dernières années.

Graphique 6- Evolution des exportations d'or des pays de l'UEMOA



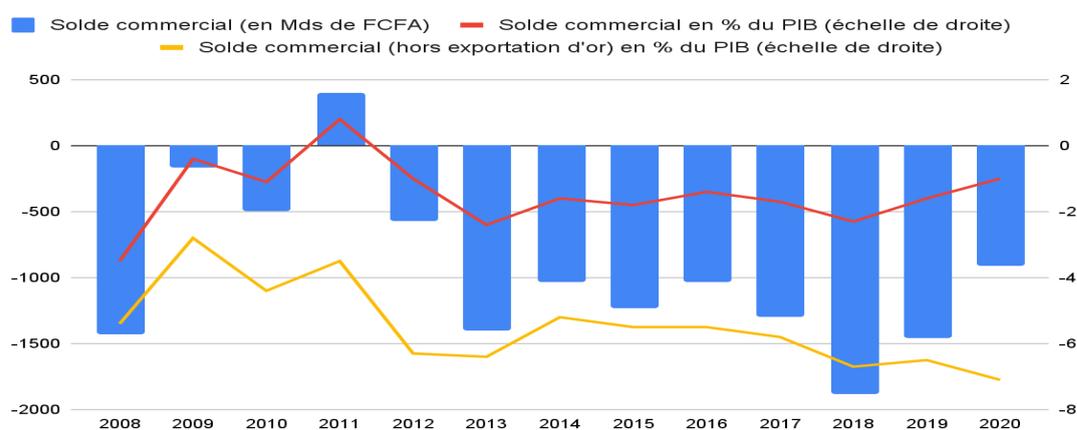
Sources : BCEAO, Statistiques douanières

Entre 2008 et 2020, les ventes à l'extérieur de l'or ont augmenté en moyenne de 19,3% par an. Ce rythme de progression des exportations est essentiellement imputable aux regains des activités aurifères, avec l'entrée en production de plusieurs mines notamment au Burkina, en Côte d'Ivoire, au Mali et au Sénégal. Leur part dans le total des exportations de l'Union a également suivi cette tendance, particulièrement en 2020 où la part des recettes d'exportations du métal jaune s'est située à 31,8% contre 24,4% en 2019, confirmant ainsi le statut de cette spéculation comme "valeur refuge" notamment en période de crise.

En effet, le cours de l'or a progressé de l'ordre de 24,5% au cours de l'année 2020, dans un contexte marqué par une récession mondiale en raison de la pandémie de Covid-19. De même, les cours de l'or s'étaient envolés à la suite de la crise financière de 2008 et des dettes publiques au sein de la zone Euro.

Les recettes d'or constituent une importante source d'atténuation du déficit commercial, avec un effet évalué à près de 5 points de pourcentage du PIB de l'Union au cours des cinq dernières années, avec un pic à 6,2 points en 2020. En effet, hors recettes d'exportations d'or le déficit commercial serait en moyenne de 6,4% du PIB sur la période 2016-2020. La prise en compte des recettes aurifères sur cette période ramène le déficit de la balance de biens à seulement 1,6% du PIB.

Graphique 7- Evolution du déficit commercial de l'UEMOA avec et sans recettes exportations d'or



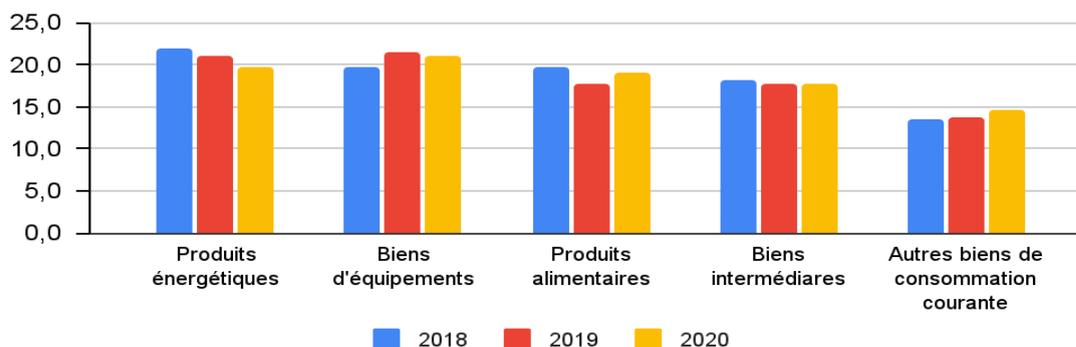
Sources : BCEAO, Statistiques douanières

2.1.1.1.2 - Importations de biens

Les importations de biens en valeur FOB de l'Union se sont repliées par rapport au niveau enregistré en 2019, en liaison avec l'allègement de la facture énergétique, conjugué au fléchissement des acquisitions en biens d'équipement et intermédiaires.

Les importations de biens en valeur FOB de l'Union sont ressorties à 16.022,1 milliards en 2020 contre 16439,0 milliards en 2019, soit une baisse de 2,5% imputable notamment à l'allègement de la facture énergétique (-10,4%) conjugué au fléchissement des acquisitions en biens d'équipement et intermédiaires (-3,4%) dont le repli a été modéré par la progression des approvisionnements en biens de consommation (+5,0%).

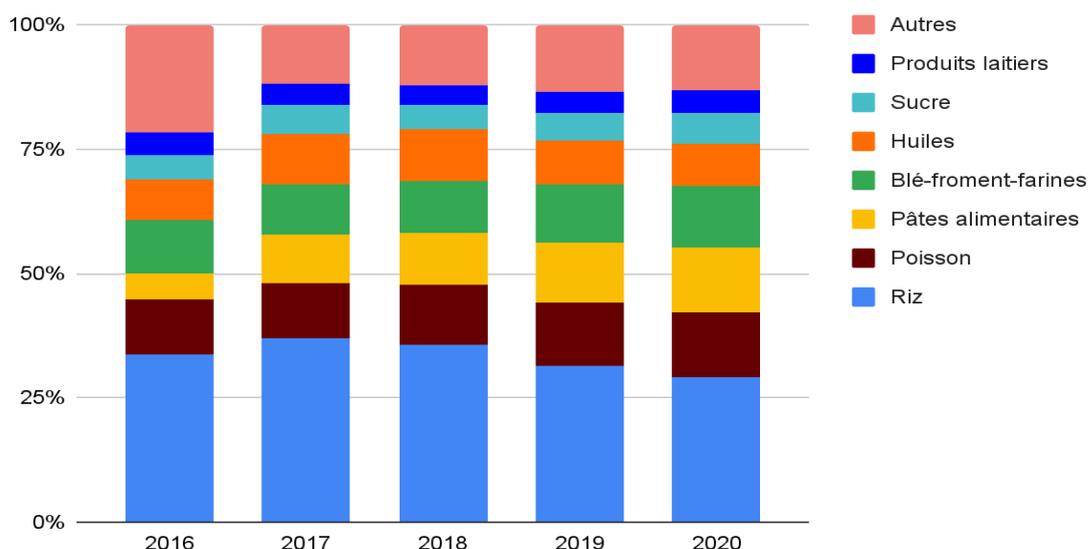
Graphique 8: Evolution de la part des principaux produits importés (en %)



Sources : BCEAO, INS

- Les importations de produits alimentaires et autres biens de consommation courante** ont progressé de 5,0% en 2020 par rapport à leur niveau de 2019. En effet, elles se sont établies à 7.237,4 milliards contre 6.892,3 milliards en 2019. La part relative des achats extérieurs de biens de consommation courante, constituée essentiellement de produits alimentaires (56,7%), est ressortie à 33,6% en 2020 contre 31,5% en 2019, soit une hausse de 2,1 points de pourcentage. Le niveau élevé des importations de biens de consommation reflète la dépendance relativement forte des Etats de l'UEMOA aux produits de consommation en provenance de l'étranger. Les achats à l'extérieur de produits alimentaires ont augmenté de 3,1% par rapport à leur niveau de l'année précédente, en raison essentiellement de la vigueur de la demande intérieure pour ces produits. L'orientation haussière des importations de produits alimentaires est imputable principalement aux achats à l'extérieur de sucre (+17,5%), de pâtes alimentaires (+12,1%) de boissons (+11,2%), de produits de laiterie (+8,7%), de poisson (4,6%) , de blé et de farine (+2,7%), dont les effets ont été atténués par la baisse des approvisionnements en céréales, notamment le riz (-3,8%). Les importations de riz proviennent principalement de l'Asie (93,1%), en particulier de l'Inde (36,8%) et de la Thaïlande (17,8%). Quant aux acquisitions de blé, le continent européen, avec une part relative de 94,9%, est la principale zone de provenance de ce produit. La France est le premier pays de provenance du blé importé par l'Union, avec une part de 62,1%. Les produits de laiterie sont fournis principalement par l'Europe (68,5%) et l'Afrique (10,3%). Les importations de sucre proviennent essentiellement du continent américain (76,7%), en particulier du Brésil (69,9%), de l'Asie (10,4%), et de l'Europe (9,9%) notamment la France (4,5%).

Graphique 9 : Evolution de la part des principaux produits alimentaires importés



Sources : BCEAO, INS

- Les importations de produits énergétiques de l'Union se sont réduites de 10,4%** par rapport à leur niveau de 2019 pour ressortir à 4.225,0 milliards en 2020, dans un contexte de recul des cours du pétrole sur le marché international de l'ordre de 31,9% dont les effets ont été atténués par la hausse du volume en lien avec l'augmentation de la demande intérieure. Comparés aux importations totales en valeur, les produits énergétiques importés ont représenté 19,8%, en repli de 2,3 points de pourcentage par rapport à leur poids de l'année 2019.
- Les achats de biens intermédiaires**, composés en grande partie de matériaux de construction et de produits chimiques, ont fléchi de 2,0% en 2020 pour s'établir à 3.821,3 milliards contre 3.898,1 milliards en 2019, en lien avec la baisse de l'activité économique suite aux restrictions dues aux mesures prises par les pays dans la lutte contre la pandémie

de la Covid-19. Leur part dans les acquisitions totales est estimée à 17,8% au cours de la période sous revue tout comme en 2019. Les achats à l'extérieur de biens intermédiaires sont effectués essentiellement en Europe (44,8%), en Asie (38,1%) notamment en Chine (24,6%) et en Afrique (13,5%).

- **Les importations de biens d'équipement**, composées principalement de machines et appareils mécaniques, de machines et appareils électriques ainsi que de matériels de transport, ont fléchi en 2020 (-4,6%) pour s'établir à 4.515,7 milliards contre 4.731,4 milliards en 2019. Les achats de biens d'équipement occupent le deuxième rang des acquisitions de biens de l'Union, avec une part estimée à 21,6% contre 21,0% un an auparavant. Cette évolution est imputable au ralentissement observé dans la poursuite des investissements dans les domaines pétrolier et gazier notamment au Sénégal et les travaux de construction de pipeline au Niger. Les biens d'équipement proviennent principalement du continent européen (45,0%), notamment des pays de la zone euro (36,3%). La part des acquisitions de biens d'équipement effectuées en Asie s'est fixée à 40,7% en 2020, dont 25,0% est acheté en Chine. L'importance des achats extérieurs effectués en Chine reflète les efforts de ce pays en matière de développement technologique et d'élargissement de son tissu industriel. Le poids des acquisitions de biens d'équipement en provenance du continent américain s'est, pour sa part, établi à 8,4% dont 6,2% représente celui des importations venant des Etats-Unis.

L'origine géographique des importations de l'Union révèle que l'Europe est restée au premier rang des fournisseurs de l'Union avec une part estimée à 43,3% en 2020 contre 41,9% en 2019, en augmentation de 1,4 point de pourcentage. Les achats de l'Union sur ce continent sont effectués notamment dans les pays de la Zone euro (31,2%), principalement la France qui concentre environ 14% du total des importations de la Zone.

La part des achats à l'extérieur de l'Union en provenance du continent asiatique s'est établie à 33,5% en 2020, en repli de 0,6 point par rapport au poids enregistré en 2019. Les approvisionnements de l'Union en provenance de ce continent proviennent essentiellement de la Chine, (15,7%) qui est devenue depuis 2016, le premier fournisseur des pays de l'Union avec 15,7% du total des importations en 2020.

La part des importations de l'Union en provenance du continent africain est ressortie à 14,9% en 2020 contre 15,0% un an auparavant, soit un recul de 0,1 point de pourcentage. Le Nigeria demeure le premier fournisseur africain de l'Union avec une part de 6,5% du total des importations de la zone. La part des importations de l'Union en provenance des autres pays africains hors Afrique du Sud s'est établie à 4,0% en 2020 contre 4,4% en 2019.

En ce qui concerne les autres pays de la CEDEAO, leur poids dans les importations totales a progressé en 2020, s'établissant à 9,4% contre 9,1% en 2019. Les marchandises achetées à partir des autres pays de cette zone concernent notamment les produits énergétiques (69,1%), les biens intermédiaires (11,3%) et les produits alimentaires (10,0%). La Côte d'Ivoire et le Sénégal sont les premières destinations des produits en provenance des autres pays de la CEDEAO, avec des parts respectives de 52,7% et 19,7% en 2020.

Les principaux pays fournisseurs sont le Nigeria et le Ghana, avec des parts respectives estimées à 69,7% et 27,6% en 2020 contre 73,2% et 24,8% en 2019. Les achats extérieurs des pays de l'Union en provenance de ces deux pays sont composés essentiellement de produits énergétiques, de produits chimiques et d'appareils électriques.

Les acquisitions de biens en provenance du continent américain ont diminué de 0,1 point de pourcentage en 2020 par rapport à 2019. En effet, la part des achats extérieurs de l'Union effectués en Amérique est ressortie à 7,7% en 2020 contre 7,8% un an auparavant. Les importations en provenance de ce continent sont composées principalement de biens de consommation, de biens d'équipement et intermédiaires ainsi que de produits pétroliers raffinés.

L'analyse des parts des pays dans les importations fait ressortir une prédominance de la Côte d'Ivoire, qui concentre 29,5% des achats à l'extérieur de l'Union en 2020, contre 29,1% en 2019, suivi du Sénégal (20,6% contre 21,6%), du Mali (13,3% contre 13,5%) et du Burkina (10,9% contre 11,2%).

Tableau 2 : Parts des importations par pays membres de l'UEMOA

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Bénin	7.9	7.9	7,4	8,8	11,2	8,5	9,7	10,6	11,5	10,4	10,2
Burkina	8.7	10.2	11,3	12,8	10,5	10,2	11,3	11,8	11,5	11,2	10,9
Côte d'Ivoire	35.1	44,3	34,4	31,4	31,3	33,3	30,9	30	29,3	29,1	29,5
Guinée-Bissau	1.8	1.0	0,7	0,6	0,8	0,8	0,9	1,1	0,9	1	1,0
Mali	12.9	12.6	11,1	11,2	11,5	12,6	13,7	13	12,4	13,5	13,3
Niger	9.5	10.4	7,5	7,5	8,1	8,2	7,3	7,5	7,6	7,7	8,2
Sénégal	17.8	21.6	20,1	19,6	19,2	18,7	18,4	20,4	21,3	21,6	20,6
Togo	6.4	8.1	7,5	8,1	7,4	7,7	7,7	5,7	5,6	5,5	6,3
TOTAL IMPORTATION CAF UEMOA	100.0										

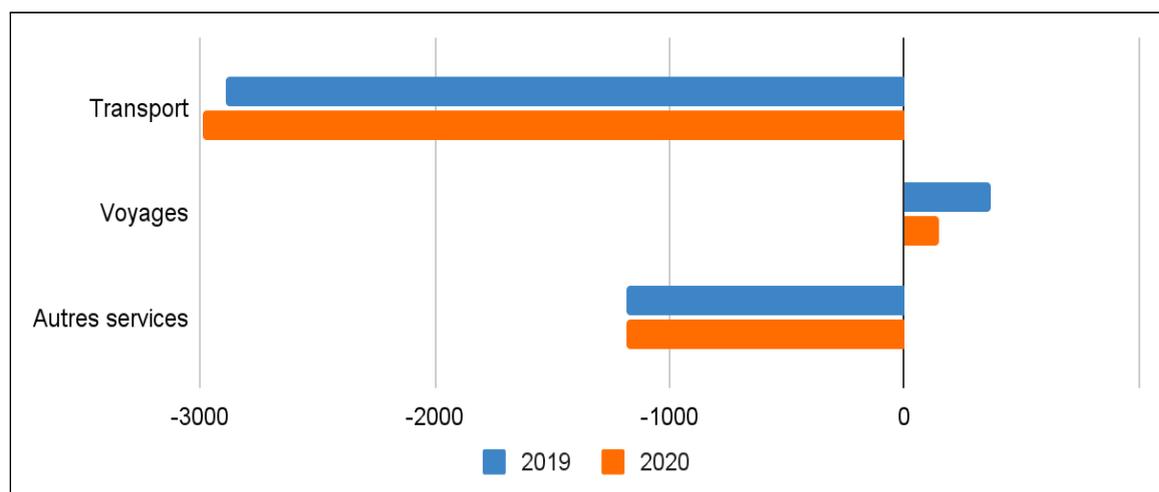
Source : BCEAO

2.1.1.2 - Balance des services

Le déficit du compte des services s'est détérioré en raison du net repli des flux touristiques en lien essentiellement avec les restrictions sur les déplacements dans le cadre de la lutte contre la propagation de la pandémie de la Covid-19.

Le solde structurellement déficitaire de la balance des services de l'Union s'est creusé pour ressortir à 4.267,9 milliards en 2020 contre 3.600,3 milliards en 2019, soit une hausse de 18,5%. Cette évolution s'explique notamment par le repli des flux touristiques (-59,2%), du fait des mesures de restriction sur les déplacements prises aussi bien par les Etats membres de l'UEMOA que par les pays d'origines des touristes, dans le cadre de la lutte contre la propagation de la pandémie de la Covid-19. En outre, l'absence d'une offre de transport maritime suffisante du fait de la crise sanitaire mondiale a conduit au renchérissement du coût du fret⁴(+20,1%), a contribué à l'aggravation du déficit des services. Cette évolution a toutefois été atténuée par le repli des importations des services d'engineering du fait du ralentissement des grands projets d'investissement.

Graphique 12 : Evolution de la structure des services nets (en milliards de FCFA)



Source : BCEAO

⁴ CNUCED, policy brief de avril 2021: Le transport de conteneurs à l'époque de Covid-19 : pourquoi les taux de fret ont augmenté et les implications pour les décideurs politiques.

Les principales recettes au titre des services proviennent du tourisme et des services fournis aux représentations diplomatiques ou ambassades. Quant aux dépenses de services, elles sont constituées, pour l'essentiel, des frets, d'assurance et des autres services aux entreprises.

Le solde déficitaire des services de transport est ressorti à 2.491,8 milliards en 2020 contre 2.889,5 milliards une année plus tôt, soit une hausse de 20,8%, en liaison essentiellement avec l'accroissement des dépenses liées au fret suite aux perturbations des circuits d'approvisionnement engendrées par la pandémie de la Covid-19.

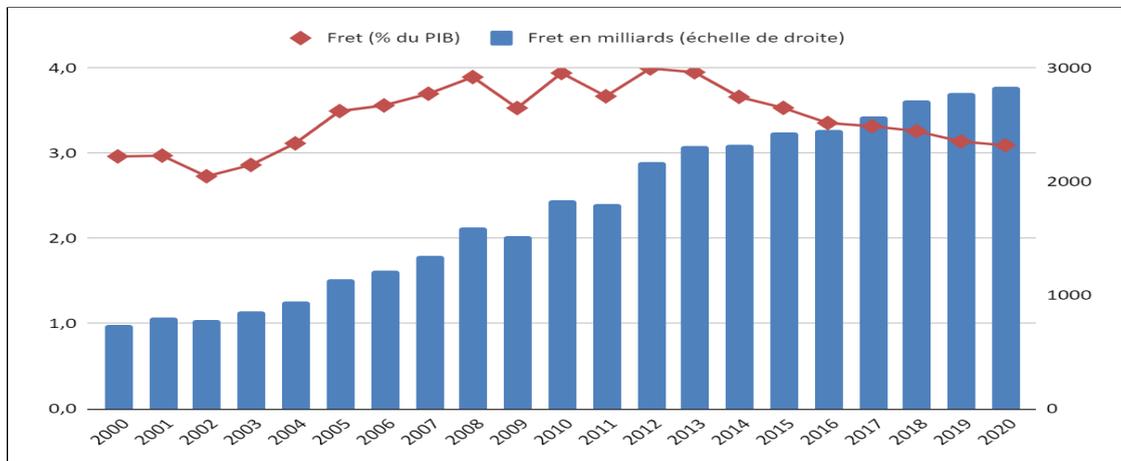
Encadré 2 - Dynamique du fret dans les pays de l'UEMOA

La détermination du solde commercial est une étape importante dans le cadre de l'estimation de la balance des paiements. L'une des principales difficultés dans l'évaluation dudit solde porte sur le calcul du taux de fret et d'assurances, nécessaire pour un meilleur rapprochement des flux entrants et sortants. En effet, à l'importation, la valeur d'un bien est mesurée CAF⁵, alors qu'à l'exportation, la valeur d'un bien est mesurée Franco A Bord (FAB⁶).

Cette dissymétrie dans la valorisation des flux entrants et sortants ne permet pas une évaluation adéquate de la balance commerciale à partir des données brutes. Il est donc nécessaire de procéder à une correction de la valeur des importations CAF, par déduction des coûts liés au transport, à l'entreposage et aux services d'assurance des marchandises.

Dans l'Union, la facture de fret est passée de 735,4 milliards en 2000 à 2.359,6 milliards en 2020, soit une croissance moyenne annuelle de 8%. Les dépenses de fret représentent en moyenne 3,4% du PIB dans l'Union, contre 2,3% pour les pays de Benchmark africains. La facture du fret représente la principale source du déficit structurel de la balance des services (4,5% PIB) et du déficit courant (5% du PIB).

Graphique 10 : Evolution récente de la facture du fret dans l'UEMOA



Sources : BCEAO

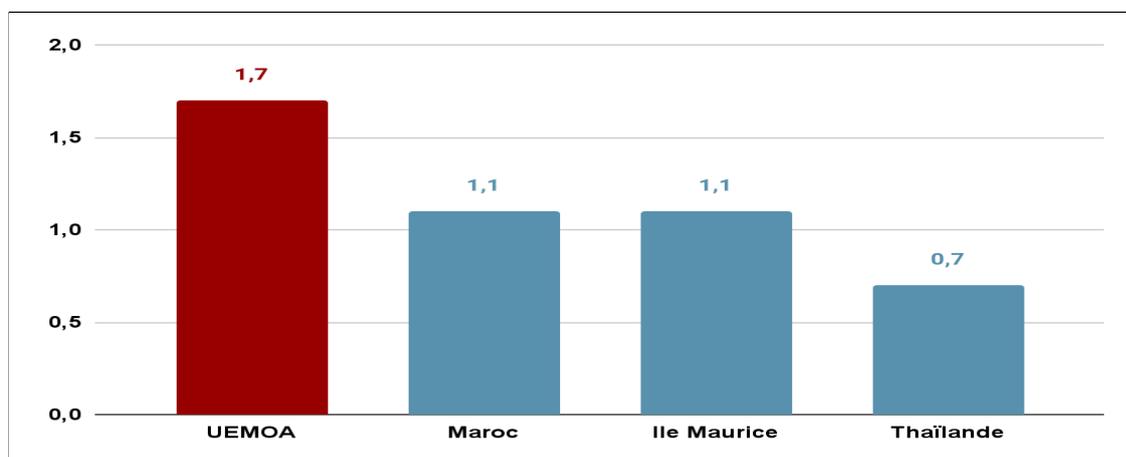
Ce coût élevé du fret dans les pays de l'UEMOA résulte de la faiblesse des capacités d'offre des services du fret et autres services auxiliaires. A titre illustratif, pour décharger 10 navires, il faut un temps médian de 17 jours dans l'UEMOA, contre 11 jours au Maroc et en Ile Maurice et 7 jours en Thaïlande.

⁵ C'est-à-dire le coût d'achat augmenté des frais d'assurance et de transport jusqu'à la frontière du pays destinataire.

⁶ C'est-à-dire le prix de vente augmenté des seuls frais de transport jusqu'au point de sortie du territoire du pays exportateur.

Cela s'est traduit par des recettes d'à peine 0,3% du PIB, contre une moyenne de 3,4% du PIB pour les dépenses y relatives, traduisant des manques à gagner importants sur l'acheminement des marchandises exportées par les pays de l'Union (produits miniers et agricoles notamment).

Graphique 11 : Temps moyens médians de déchargement des navires dans l'UEMOA et dans les pays de Benchmark



Sources : BCEAO

Dans la perspective d'atténuer la facture de fret dans l'UEMOA, les mesures suivantes pourraient être envisagées : (i) investir dans les infrastructures portuaires pour atteindre les normes de service de niveau international en vue d'accroître la performance des ports de l'Union, et partant réaliser des économies d'échelle en termes de production de services portuaires ; (ii) développer le fret ferroviaire avec les autres pays frontaliers de l'UEMOA, qui s'avère moins coûteux que le fret terrestre (camions, citernes, etc.) et (iii) mettre en place une compagnie régionale de transport maritime qui permettra à l'Union de bénéficier des recettes de fret vis-à-vis des non-résidents, en assurant le transport des marchandises exportées vers les partenaires commerciaux.

Le solde de la rubrique « Voyages », retraçant les recettes nettes du tourisme est ressorti déficitaire. Il s'est détérioré de 59,2% pour se fixer à 150,6 milliards en 2020, contre 368,8 milliards un an plus tôt. Cette situation reflète notamment l'impact négatif de la pandémie de la Covid-19 sur l'activité touristique de l'Union.

Le déficit des autres services est ressorti à 1.039,1 milliards en 2020 contre 1.079,6 milliards enregistrés un an plus tôt, soit une baisse de 3,8%. Cette évolution s'explique par la réduction des dépenses au titre des services spécialisés sollicités auprès des non-résidents par les entreprises des secteurs des industries extractives et des B.T.P. dans le contexte de la crise sanitaire mondiale.

Encadré 3- Contribution des services de voyage à la réduction du déficit courant

Dans la littérature économique, de nombreux auteurs comme Osakwe et Verick (2007), Freund et Warnock (2007) ou Aydın et Esen (2016) estiment que lorsque le déficit courant de la balance des paiements franchit le seuil de 5% du PIB, il devrait constituer une source de préoccupation pour les décideurs économiques, en raison de son effet accumulateur de dette. En effet, lorsqu'un pays enregistre un déficit courant, il est contraint à procéder à un recours aux capitaux étrangers ou à des ponctions sur ses réserves de change pour y faire face.

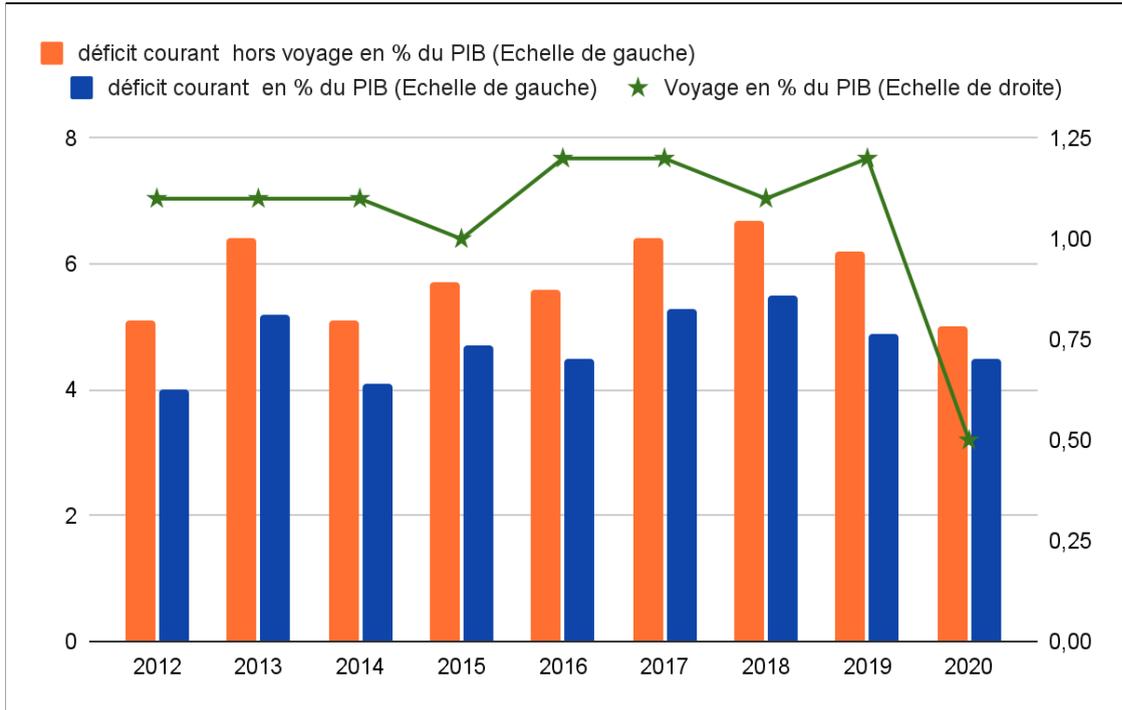
Dès lors, la persistance du déficit courant au-delà du seuil de 5% constituerait un problème de viabilité, en raison de l'aggravation d'une part de la charge d'endettement qu'il induit, et, d'autre part du risque d'érosion des réserves de change à long terme. En particulier, l'épuisement des réserves pourrait se traduire à terme par une crise de la balance des paiements, qui nécessiterait la mise en place de mesures drastiques d'ajustement monétaire.

Au niveau de l'UEMOA, l'analyse de l'évolution récente des échanges extérieurs laisse apparaître une persistance du déficit du compte courant à des niveaux élevés. Hors dons, il est ressorti en moyenne à 5,4% du PIB sur la période 2012-2020, soit 0,4 point de pourcentage du PIB au-dessus du seuil d'alerte susmentionné. Cette situation traduit une faiblesse de la couverture des besoins d'importations de biens et services par les recettes d'exportation, en net recul, du fait notamment du regain des investissements publics et privés à fort contenu en importations de biens d'équipement et intermédiaires ainsi que de services d'ingénierie.

L'examen de la structure du déficit courant montre que la balance des services, avec une contribution moyenne de 4,6 points de pourcentage du PIB, constitue la principale source dudit déficit. Cette prépondérance du déficit de la balance des services dans le compte courant s'explique essentiellement par la facture du fret, qui contribue au solde déficitaire des services, à concurrence de 3,7 points de pourcentage du PIB.

Il convient toutefois d'indiquer que la contribution de la balance des services dans la détérioration du déficit courant pourrait être plus importante s'il n'y avait pas un afflux substantiel des recettes touristiques dans les pays membres de l'Union. Ainsi, les flux de voyage jouent un rôle atténuateur du solde déficitaire de la balance des services et, partant, du déficit du compte courant.

Sur la période 2012-2020, les recettes au titre des services de voyage ont représenté en moyenne 30,6% des recettes au titre des services dans l'Union avec un pic de 34,6% en 2019 suivi d'une valeur minimum de 19,7% en 2020 suite à la survenance de la pandémie de la Covid19. Sur la même période, les entrées au titre des services de voyage ont contribué à la réduction du déficit courant à hauteur 18,0% en moyenne. Rapporté au PIB, l'apport des flux touristiques à l'atténuation du déficit courant est de 1,1% en moyenne dans l'Union. En 2020, la contribution des recettes de voyage à la réduction du déficit courant a représenté 9,3% (ou 0,5% du PIB), se situant en dessous de la moyenne de 18,0%. En effet, les mesures restrictives sur les déplacements, prises dans les pays d'origine des touristes, notamment en Europe, en Asie et en Amérique, dans le cadre de la lutte contre la propagation de la pandémie de la Covid-19 ont entraîné un repli des flux touristiques de 59,2%, conduisant à une aggravation de 21,5% du déficit de la balance des services.

Graphique 13 : Evolution du déficit courant et du déficit courant hors voyage en % du PIB

Source : BCEAO

Le profil des recettes au titre des services de voyage dans l'UEMOA, composée du tourisme professionnel et personnel, laisse apparaître une prédominance des services de voyage pour des motifs personnels (55,6%) notamment les loisirs, les pèlerinages, l'éducation et la santé. Le Sénégal (39,6%), la Côte d'Ivoire (19,5%) et le Mali (11,6%) sont les principaux pays de l'Union visités pour le tourisme à titre personnel, en lien avec la prépondérance de lieux touristiques mieux connus, la récurrence de diverses rencontres culturelles et religieuses ainsi que la demande extérieure en matière éducative et sanitaire adressée à ces pays, en particulier au Sénégal.

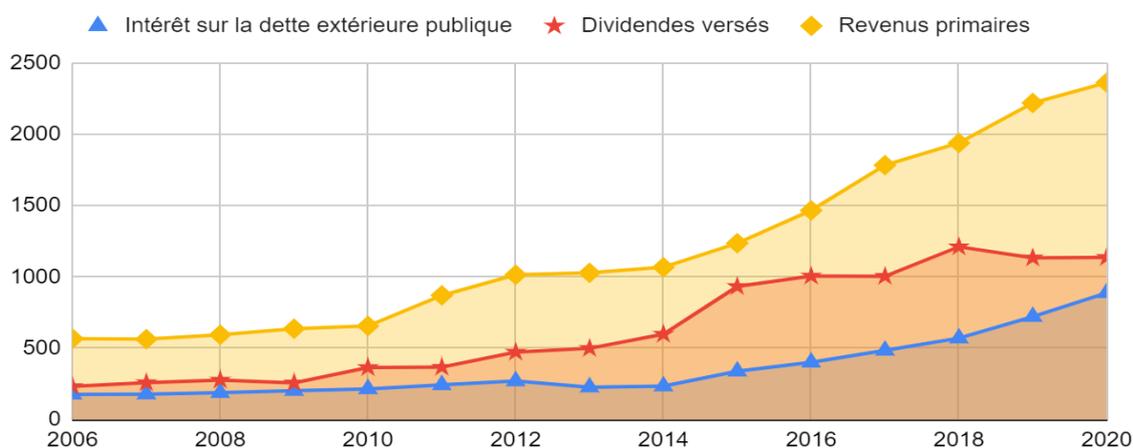
Au regard de l'importance des recettes touristiques dans la consolidation des équilibres extérieurs de l'Union, il est nécessaire de mettre en place des mesures visant à accroître les performances des pays de l'UEMOA, en matière de fourniture de services de voyage aux non-résidents. Ainsi, les pays de l'Union devraient améliorer l'attractivité des destinations touristiques de la zone, à travers des actions de promotion notamment à destination des ressortissants des pays émergents d'Afrique et d'Asie, principalement la Chine qui disposent d'un fort potentiel de croissance des voyages à l'étranger. Par ailleurs, l'accent devrait davantage être mis sur la maîtrise des risques sécuritaires et le renforcement de la qualité et de la disponibilité des facteurs de production indispensables au développement du tourisme de masse.

2.1.2 - Revenu primaire

Le revenu primaire représente les flux financiers qui reviennent aux unités institutionnelles, en contrepartie de leur contribution à la production ou à la suite de la fourniture d'actifs financiers et de la location de ressources naturelles à d'autres unités institutionnelles.

Le solde déficitaire du compte du revenu primaire est ressorti à 2.360,8 milliards en 2020, contre 2.219,2 milliards une année plus tôt. Cette évolution s'explique essentiellement par la baisse (-80,6%) des entrées nettes au titre de la rémunération des salariés, couplée à l'accroissement des paiements d'intérêts et de dividendes aux investisseurs étrangers.

Graphique 14 : Evolution du revenu primaire et des dividendes versés (en milliards de FCFA)



Source : BCEAO

Les intérêts versés sur la dette extérieure se sont établis à 888,6 milliards après 721,0 milliards en 2019. Le rapport des paiements d'intérêt de la dette extérieure sur les sorties nettes des revenus primaires ressort à 37,6% contre 32,5% en 2019, soit une hausse de 5,1 points de pourcentage. Cette augmentation s'explique essentiellement par l'accroissement du service de la dette des Etats de l'Union, reflétant le recours des pays à des emprunts extérieurs pour financer les projets d'investissement public.

La rémunération des salariés, qui englobe notamment les salaires versés aux travailleurs saisonniers à l'étranger et au personnel local des entités extra-territoriales (Ambassades et Organismes internationaux) est ressortie excédentaire de 77,0 milliards en 2020 contre 396,8 en 2019, soit un fléchissement de 80,6%.

2.1.3 - Revenu secondaire

Le compte du revenu secondaire présente les transferts courants entre résidents et non-résidents. Le solde excédentaire du compte de revenu secondaire s'est accru, en lien essentiellement avec la hausse des appuis budgétaires reçus par l'Administration Publique ainsi que les transferts nets en faveur du secteur privé.

Le solde créditeur du compte du revenu secondaire s'est amélioré de 225,4 milliards par rapport à 2019 en se situant à 3.130,6 milliards en 2020, en liaison essentiellement avec le dynamisme des appuis budgétaires en faveur de l'Administration Publique (+18,9%) et la résilience des transferts de fonds des travailleurs migrants (+5,5%), nonobstant le contexte de la crise sanitaire mondiale.

La hausse du solde excédentaire des transferts en faveur du secteur public s'explique par l'augmentation des appuis, au titre de la coopération internationale, reçus dans les pays de l'Union. Ces appuis sont ressortis à 1.053,7 milliards en 2020 contre 978,2 milliards une année plus tôt.

Les transferts nets en faveur du secteur privé se sont établis à 2.045,2 milliards en 2020 contre 1.873,0 milliards en 2019, soit une hausse de 9,2%. Cette évolution s'explique essentiellement par l'accroissement des autres transferts et la résilience des transferts nets de fonds des travailleurs migrants qui sont passés de 1.523,4 milliards en 2019 à 1.607,1 milliards en 2020, soit une augmentation de 5,5%.

Encadré 4- Evaluation des transferts de fonds des migrants dans l'UEMOA

La BCEAO procède au suivi des transferts de fonds des travailleurs migrants, dans le cadre de l'élaboration de la balance des paiements. En effet, ces flux entrent dans le cadre de l'évaluation du compte de revenu secondaire⁷. Les données collectées montrent que les transferts de fonds des travailleurs migrants sont en augmentation régulière depuis plusieurs années, à l'exception de 2009, où ils ont chuté de 6,6% en ligne avec la crise financière de 2008 qui a engendré la récession économique dans les pays développés et les pertes d'emplois qui s'en sont suivies.

Ces fonds sont estimés sur la base des transferts bancaires et des flux recensés auprès des sociétés de transfert rapide d'argent. Toutefois, compte tenu de l'origine et de la nature de ces transactions, des proportions plus ou moins importantes, selon les pays, échappent à ces circuits formels. Pour pallier ces insuffisances, la BCEAO a organisé des enquêtes sur les envois de fonds des travailleurs migrants auprès des ménages dans les 8 pays membres de l'Union entre 2011 et 2012.

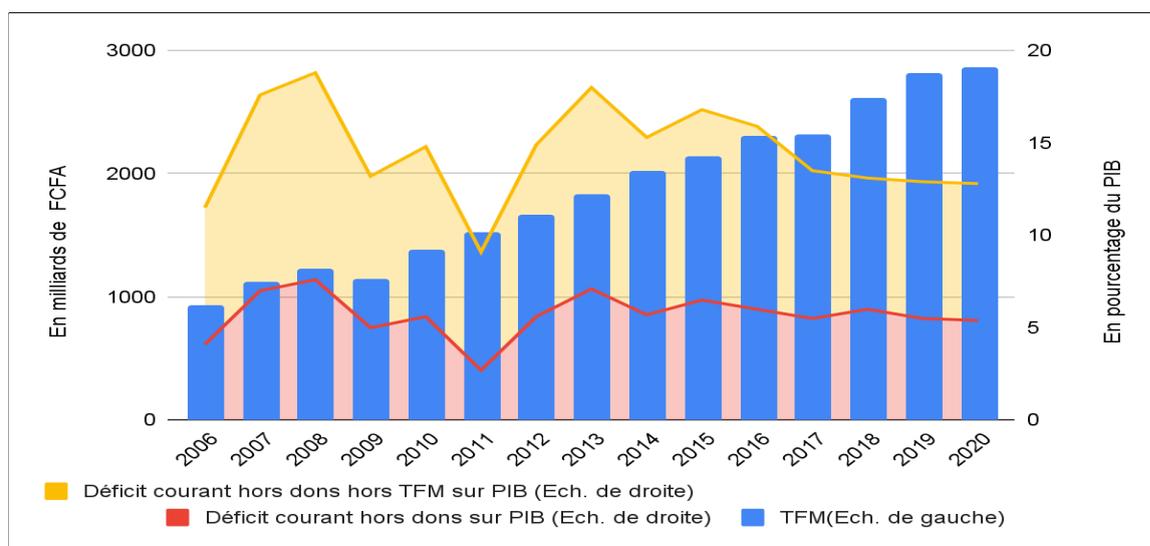
L'objectif était de collecter des informations pouvant permettre d'améliorer la connaissance des flux des transferts de fonds des travailleurs migrants, en vue d'une meilleure prise en compte de ces flux dans le cadre de l'élaboration des statistiques de la balance des paiements et la formulation des politiques économiques des pays membres de l'UEMOA. Il ressort de ces enquêtes qu'en moyenne, plus de 17% des transferts de fonds des migrants reçus dans les pays de l'UEMOA transitent par des circuits informels, à travers notamment le système dit fax, les voyageurs et autres.

En plus des améliorations de l'évaluation globale des flux consécutives à la réalisation des enquêtes, des autres cadres de mesure de ces transferts ont été définis dans le cadre du suivi des échanges intra-communautaires. En effet, les travaux de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des échanges intra-UEMOA permettent chaque année d'établir une matrice des flux des envois de fonds des travailleurs migrants intra-régionaux.

Les envois de fonds des travailleurs migrants constituent une source importante de financement extérieur des économies de l'Union, en termes notamment de lissage de la consommation des ménages. En effet, les enquêtes menées dans les pays de l'UEMOA révèlent que plus de la moitié des envois reçus est consacrée à des dépenses de consommation. En effet, selon les résultats des enquêtes, plus de la moitié des fonds reçus sont affectés aux dépenses de consommation (54,6%), suivie des investissements immobiliers (15,8%), des autres investissements (5,5%), ainsi que des dépenses d'éducation (6,4%) et de santé (3,4%). Les événements familiaux et religieux mobilisent 8,7% des réceptions de fonds des travailleurs migrants.

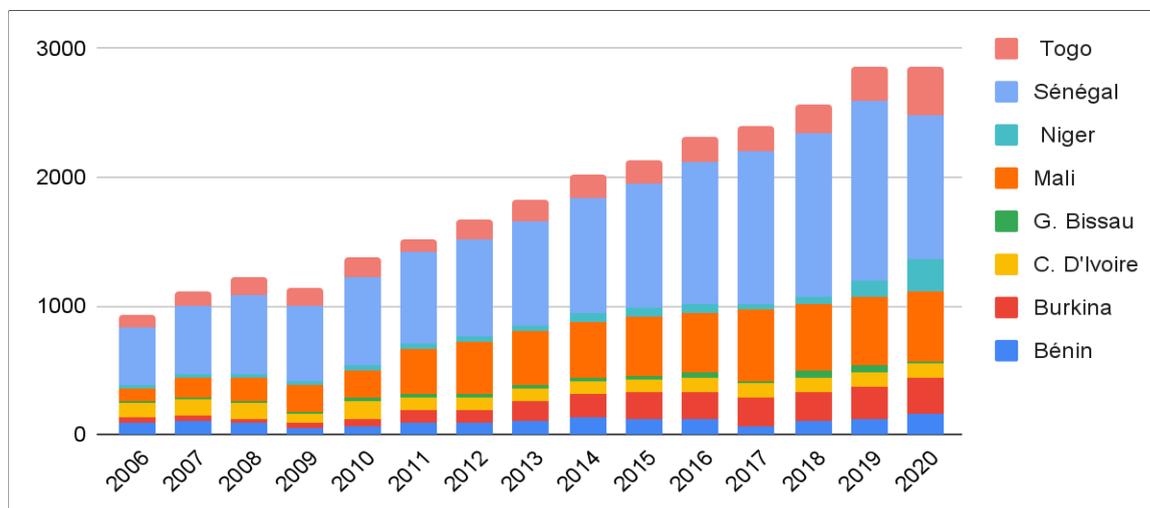
Par ailleurs, avec un niveau annuel moyen d'environ 4% du PIB au cours des dix dernières années, ces flux financiers contribuent également à l'atténuation du déficit des transactions courantes comme le montre le graphique ci-après.

⁷ Ce poste de la balance des paiements recense les aides budgétaires, les aides alimentaires en nature et en espèces, les transferts de fonds des travailleurs migrants, les transferts courants reçus par les ONG, etc.

Graphique 15 : Evolution des transferts de fonds des migrants (TFM) et du déficit courant

Source : BCEAO

Le Sénégal a reçu, en moyenne, près de la moitié des flux communautaires de transferts de fonds des migrants sur la période 2010-2020. Le Sénégal (46,2%) est suivi du Mali (20,6%), du Togo (9,1%) et du Burkina (8,5%). L'importance de la population de migrants ressortissants de ces pays explique notamment leurs premières positions dans l'Union.

Graphique 16 : Evolution des transferts de fonds reçus des migrants dans l'UEMOA (en milliards de FCFA)

Source : BCEAO

Les ressources proviennent en majorité de l'Europe (66,1%), principalement de la zone euro (57,7%)⁸. Le continent africain constitue la deuxième source des transferts de fonds des migrants pour les pays de l'Union, avec 20,9% de l'ensemble des flux reçus, dont 7,8% de transferts intra-communautaires et 6,6% en provenance de la zone CEMAC.

⁸ La France et l'Italie fournissent respectivement 24% et 23,9%, soit environ la moitié des fonds reçus.

2.2- Compte de capital

Le compte de capital retrace les flux relatifs aux remises de dettes, aux dons-projets destinés au financement des investissements et aux acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits (terres, ressources du sous-sol, brevets, licences d'exploitation, droits d'auteurs, marques commerciales, etc.).

L'excédent du compte de capital est ressorti à 1.177,0 milliards, en baisse de 5,6%, en raison essentiellement d'un repli des dons-projets reçus par les Etats membres de l'UEMOA, atténuée par une légère amélioration des acquisitions d'actifs non financiers non produits.

2.2.1 - Acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits

Le déficit du solde des transactions au titre des acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits, traditionnellement faible, s'est amélioré de 7,0 milliards pour atteindre 0,5 milliard en 2020.

2.2.2 - Transferts en capital

Les transferts en capital ont diminué de 6,1% d'une année à l'autre, passant de 1.254,5 milliards en 2019 à 1.177,5 milliards en 2020, en liaison principalement avec la baisse des dons-projets reçus par les Etats membres de l'UEMOA.

Les dons-projets reçus proviennent notamment du Fonds Européen de Développement, de l'Agence Française de Développement, du Fonds Africain de Développement, de la Banque Mondiale, des Pays-Bas, de l'Allemagne, de la Banque Islamique de Développement, du Danemark, de la Chine, de la Coopération Suisse, de la Belgique et de divers autres partenaires bilatéraux et multilatéraux. Ces appuis financiers sont essentiellement destinés aux secteurs de l'agriculture, des infrastructures, des télécommunications et de la sécurité. Ils ont fléchi en passant de 946,9 milliards en 2019 à 887,8 milliards en 2020.

Les transferts en faveur des autres secteurs, notamment les ONG et les ménages, ont diminué pour ressortir à 269,5 milliards en 2020 contre 290,1 milliards une année plus tôt. Les appuis à ces Organisations sont essentiellement orientés vers les activités de lutte contre la pauvreté ainsi que la construction d'infrastructures d'éducation dans certains pays de l'Union.

Le besoin de financement appréhendé par le cumul des soldes des transactions courantes et de capital est ressorti à 2.889,2 milliards en 2020, contre 3.126,8 milliards en 2019, soit une baisse de 7,6%. Nonobstant ce repli, les besoins n'ont été couverts qu'à hauteur de 101,1%, en raison de la nette contraction des entrées nettes de capitaux au titre du compte financier, évaluées à 3.331,2 milliards en 2020, contre 5.218,8 milliards en 2019.

2.3 - Compte financier

Le compte financier, présenté selon l'optique analytique, englobe les acquisitions nettes d'actifs financiers et les accroissements nets de passifs vis-à-vis des non-résidents. Il retrace les comportements d'investissement et de financement des résidents. Ce compte décrit comment le besoin (capacité) de financement de l'économie a été couvert (utilisé).

Il est composé des investissements directs, des investissements de portefeuille, des dérivés financiers et des autres investissements.

Les transactions du compte financier en 2020 se sont traduites par une baisse des engagements au titre des investissements directs étrangers, des investissements de portefeuille et des « autres investissements ».

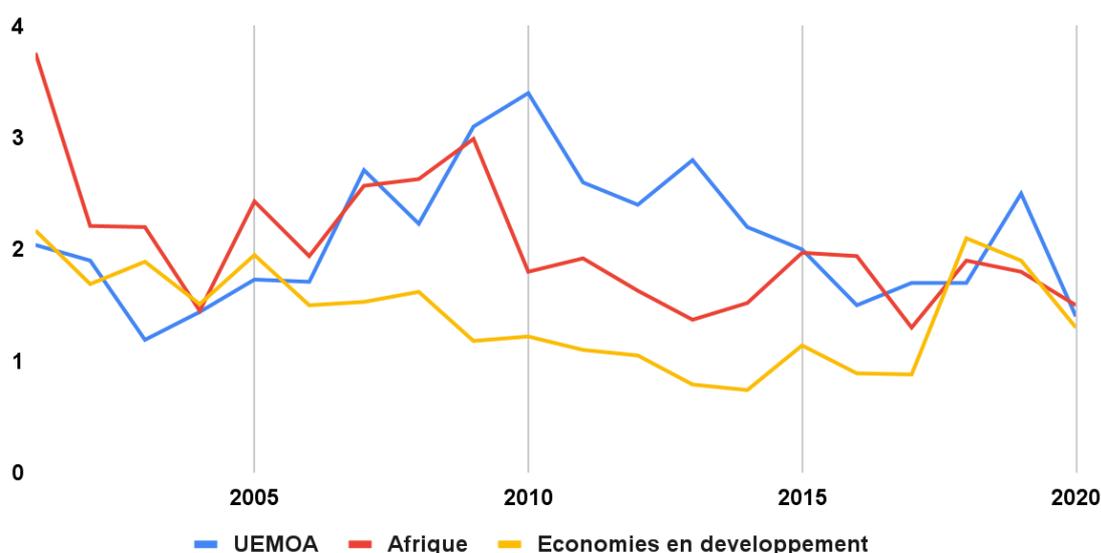
2.3.1 - Investissements directs

Les investissements directs sont constitués de nouvelles prises de participation dans le capital des sociétés résidentes, des bénéfices réinvestis ainsi que des dettes et créances entre entreprises apparentées.

Les flux nets d'IDE se sont établis à 2.069,0 milliards en 2020, contre 2.378,0 milliards un an plus tôt, soit une baisse de 13,0%, subséquent notamment au ralentissement des travaux du projet de construction du pipeline Niger-Bénin. Ce repli des entrées nettes d'IDE porte également l'empreinte des effets de la crise sanitaire de 2020 qui a induit une baisse de ces flux dans le monde. Cette évolution traduit la baisse des entrées nettes sous forme de titres de participation (-776,1 milliards) dont les effets ont été modérés par la hausse des entrées nettes au titre d'instruments de dette (+467,1 milliards). L'augmentation des entrées au titre des instruments de dette est principalement expliquée par les flux destinés au financement des projets pétroliers et gaziers du Sénégal.

Rapportés au PIB, les flux nets d'investissements directs étrangers en direction des pays de l'UEMOA sont ressortis à 1,4% en 2020, en baisse de 1,1 point de pourcentage par rapport à 2019, contre des moyennes de 1,5% et 1,3% enregistrées en 2020 respectivement pour le continent africain et pour l'ensemble des pays en développement.

Graphique 17 : Evolution comparée du taux d'investissement direct dans l'UEMOA et dans les pays en développement (en % du PIB)



Source : BCEAO

La moitié des stock d'IDE enregistrés dans l'Union (50,1%) est destinée au secteur des industries extractives, suivi de celui de l'intermédiation financière, des assurances et retraite (30,4%), des industries manufacturières (12,9%) et de la communication (5,3%).

Les capitaux proviennent essentiellement de la France (20,4%), de la Chine (9,8%), du Royaume-Uni (9,7%), de l'Afrique du Sud (7,3%), des Îles Vierges Britanniques (5,8%), de l'Australie (3,6%) et de la Turquie (2,3%).

Les pays européens non membres de la Zone euro, sont présents, essentiellement dans les activités d'exploration et d'exploitation aurifères. Il s'agit principalement de groupes originaires du Danemark, du Royaume-Uni et de la Suisse. Le Sénégal (50,2%), la Côte d'Ivoire (18,2%), le Mali (13,7%) et le Niger (9,2%) ont capté plus de 80% des flux bruts d'IDE reçus par l'Union.

2.3.2 - Investissements de portefeuille

Les principales opérations composant les investissements de portefeuille concernent les transactions sur titres de participation, représentant moins de 10,0% du capital social de la société concernée et celles relatives aux titres de créances à court et à long termes, notamment les bons de trésor, les obligations, les billets de trésorerie, etc.

Les transactions au titre des investissements de portefeuille se sont contractées de 96,3%, pour ressortir à 31,1 milliards en 2020. Cette évolution est principalement imputable au repli des mobilisations de ressources par les Etats sur les marchés financiers internationaux en 2020, avec une seule émission d'euro-obligations d'un montant de 353 milliards par la Côte d'Ivoire, contre un cumul de 1.029 milliards mobilisé par le Bénin, la Côte d'Ivoire et la BOAD en 2019. Par ailleurs, les flux au titre des « autres investissements » se sont réduits de 42,0% par rapport à 2019, du fait essentiellement de la contraction des tirages nets publics (-14,6%), couplée à la baisse du rapatriement des recettes d'exportations.

2.3.3 - Dérivés financiers

Un dérivé financier, aussi appelé contrat dérivé, est un instrument financier dont le prix dépend de la valeur d'un ou de plusieurs actifs sous-jacents (matières premières, devises, actions, obligations, etc.). Les transactions sur les dérivés financiers se sont soldées par une baisse nette des actifs de 68,6 milliards pour ressortir à -61,6 milliards en 2020.

2.3.4 - Autres investissements

Les autres investissements portent principalement sur les crédits commerciaux, les numéraires et dépôts, les prêts autres que ceux relevant des IDE et des investissements de portefeuille, particulièrement les opérations liées à l'endettement public et les autres comptes à payer et/ou à recevoir.

Les entrées nettes de flux de capitaux au titre des « autres investissements » sont passées de 2.017,7 milliards en 2019 à 1.169,6 milliards en 2020, soit une baisse de 42,0%. Cette évolution traduit pour l'essentiel le repli des tirages publics nets dans la plupart des pays de l'Union, qui sont passés de 2.269,5 milliards en 2019 à 1.938,1 milliards en 2020 (-14,6%), couplée à la baisse du rapatriement des recettes d'exportations.

Tenant compte des tirages auprès du FMI d'un montant de 1.543,1 milliards de FCFA au titre des facilités de crédit, les avoirs de réserves de l'Union se sont renforcés pour se situer à 11.371,2 milliards en 2020 contre 10.357,0 milliards en 2019.

III. EVOLUTION DE LA POSITION EXTERIEURE GLOBALE DE L'UEMOA

La position extérieure globale (PEG) fournit la valeur et la composition du stock des créances d'une économie sur le reste du monde, ainsi que la valeur et la composition du stock de ses engagements envers le reste du monde.

Les variations des postes de la position extérieure globale entre l'année (n) et (n+1) sont expliquées par les flux de transactions enregistrées au cours de l'année (n) aux rubriques correspondantes du compte financier de la balance des paiements et par les « autres flux », relatifs notamment aux réévaluations et reclassements d'actifs. Ces flux concernent notamment des variations dues aux prix, celles liées aux taux de change, à la monétisation/démonétisation de l'or, ainsi qu'aux reclassements d'investissements de portefeuille en investissements directs.

3.1 - Evolution de la Position Extérieure Globale Nette (PEGN)

La position extérieure globale nette de l'Union est ressortie débitrice à 41.243,3 milliards (ou -44,9% du PIB) à fin décembre 2020 contre 38.019,6 milliards (ou -42,9% du PIB) à fin décembre 2019, soit une aggravation de 3.223,7 milliards (3,5% du PIB). Les engagements publics sont à l'origine de cette détérioration, avec l'encours de la dette publique extérieure, rapporté au PIB, qui est passé de 29,5% en 2019 à 32,2% en 2020.

Les créances se sont établies à 34.978,0 milliards à fin 2020 (38,1% du PIB), en hausse de 2.523,0 milliards, soit une augmentation de 7,8% (ou 1,5% du PIB) par rapport aux réalisations de 2019. Cette évolution s'explique essentiellement par la hausse des avoirs de réserves notamment des Droits de Tirages Spéciaux (+1.328,2 milliards) en liaison avec les financements reçus du FMI dans le cadre de la lutte contre la crise sanitaire de la Covid-19. La dynamique des créances est également expliquée par des placements au titre des autres investissements (+1.251,8 milliards), notamment les monnaies fiduciaires et les dépôts, les crédits commerciaux et les autres comptes à recevoir, dont les stocks se sont accrus pour ressortir respectivement à 2.208,1 milliards, 10.677,8 milliards et 3.614,1 milliards.

Quant au stock d'engagements, il s'est établi à 76.221,3 milliards à fin 2020 (83,0% du PIB), en hausse de 5.746,7 milliards, soit un accroissement de 8,2% (3,4% du PIB) par rapport aux réalisations notées l'année précédente. L'accroissement des engagements nets résulte principalement de l'évolution des prêts en ligne avec les financements reçus du FMI dans le cadre de la crise sanitaire.

Tableau 3 : Position extérieure globale nette (en millions de FCFA)

	Poste	Début de période	Autres flux	Fin de période
A	Stock d'actifs financiers	32 455 061,0	1 601,4	34 978 040,6
1	Investissements directs	3 979 221,0	-145 739,0	3 897 808,8
2	Investissements de portefeuille	2 047 770,0	-4 972,0	2 041 666,2
3	Dérivés financiers	35 286,0	0,0	19 987,0
4	Autres investissements	16 031 068,0	-2 028,0	17 282 844,7
4.1	Autres titres de participation	0,0	0,0	9 155,0
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	1 916 499,0	-2 028,0	2 208 101,4
4.3	Prêts	633 800,0	0,0	737 908,3
4.4	Régime d'assurance, de pension et de garantie	35 489,0	0,0	35 767,0
4.5	Crédits commerciaux	10 121 458,0	0,0	10 677 814,9
4.6	Autres comptes à payer/à recevoir	3 323 822,0	0,0	3 614 098,1
5	Avoirs de réserves	10 361 716,0	154 340,4	11 735 733,9
5.1	Or monétaire	1 120 560,1	250 519,2	1 371 079,3
5.2	Droits de tirage spéciaux	802 900,4	-126 328,5	2 131 088,5
5.3	Position de réserve au FMI	201 927,0	30 149,7	193 612,3
5.4	Autres avoirs de réserve	8 236 328,5	0,0	8 039 953,8
B	Stocks de passifs financiers	70 474 612,0	-521 933,0	76 221 327,3
1	Investissements directs	31 025 332,0	-141 730,0	33 016 880,0
2	Investissements de portefeuille	9 453 293,0	-200 223,0	9 358 748,7
3	Dérivés financiers	16 868,0	0,0	63 125,0

4	Autres investissements	29 979 119,0	-179 980,0	33 782 573,6
4.1	Autres titres de participation	58,0	0,0	58,0
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	1 561 875,0	0,0	1 689 385,1
4.3	Prêts	19 010 834,0	-177 915,0	24 470 907,6
4.4	Régime d'assurance de pension et de garantie	4 139,0	0,0	3 794,0
4.5	Crédits commerciaux	9 136 461,0	-2 065,0	8 809 082,2
4.6	Autres comptes à payer/à recevoir	249 622,0	0,0	-454 183,3
4.7	Droits de tirage spéciaux	16 130,0	0,0	-736 470,0
C	Position extérieure globale nette (A) - (B)	-38 019 551,0	523 534,0	-41 243 287,0

Source : BCEAO

3.2 - Ventilation géographique du stock d'engagements extérieurs des pays de l'UEMOA

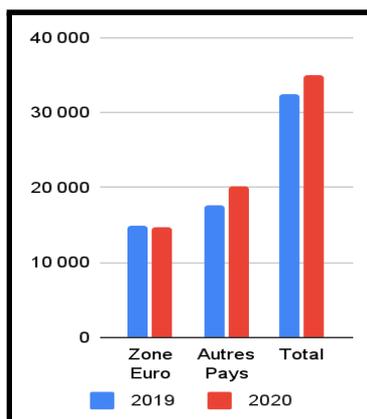
L'analyse de la structure géographique de la position extérieure globale nette de l'UEMOA à fin 2020 fait ressortir une situation débitrice aussi bien avec la Zone euro (-6.034,8 milliards ou -6,9% du PIB), son principal partenaire, qu'avec les autres régions du monde (-34.938,5 milliards ou -38,1% du PIB).

Le déficit avec la Zone euro ressort contenu, en raison notamment des créances de l'Union détenues sous forme de dépôts des banques auprès des correspondants étrangers, pour la plupart des résidents de la Zone euro, et de crédits commerciaux accordés par les exportateurs, la part des exportations de l'UEMOA vers la zone Euro étant de 20,0%.

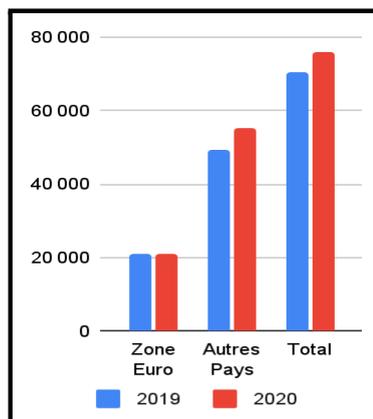
Quant aux engagements vis-à-vis des autres pays (55.173,7 milliards ou 60,1% du PIB), ils sont constitués essentiellement des investissements directs étrangers, des tirages au titre des prêts auprès des institutions multilatérales et bilatérales, des prêts contractés auprès de créanciers privés, des investissements de portefeuille, notamment les emprunts obligataires ainsi que des crédits commerciaux.

Graphique 18 : Ventilation géographique de la position extérieure de l'Union

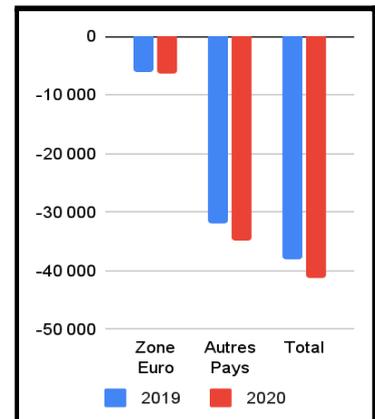
Stock d'actifs



Stock de passifs



Position extérieure globale nette



Source : BCEAO

IV. EVOLUTION DES ECHANGES INTRA-UEMOA

Les transactions intra-communautaires en valeur se sont repliées en 2020, en liaison avec le contexte de la pandémie de la Covid-19.

Les transactions intra-communautaires sur les biens, les services, les revenus primaire et secondaire, le compte capital, les flux d'investissements directs étrangers, les investissements de portefeuille et les autres investissements ont été caractérisées par un fléchissement en 2020.

4.1 - Commerce intra-UEMOA de biens

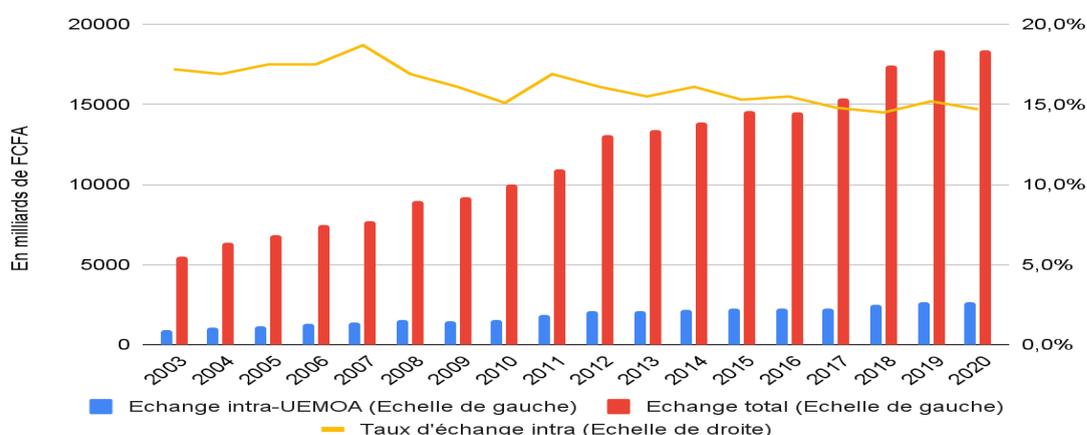
Les échanges de biens entre les pays membres de l'Union, évalués sur la base des travaux de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA, font apparaître une baisse des flux intra-communautaires par rapport à l'année 2019. En effet, les flux des échanges de biens intra-UEMOA se sont établis à 2.663,9 milliards en 2020, contre 2.682,5 milliards en 2019, soit une baisse de 0,7%. Cette évolution s'explique notamment par la baisse des échanges de produits pétroliers dans un contexte de fléchissement des cours internationaux.

La Côte d'Ivoire et le Sénégal restent les principaux fournisseurs intra-régionaux, avec respectivement 33,6% et 26,9% des exportations totales en 2020. L'année précédente, leurs parts respectives étaient de 33,8% et 29,0%. Le Mali et le Burkina continuent également d'occuper les première et deuxième places des importateurs intra-communautaires, avec respectivement 40,7% et 20,4% des approvisionnements, contre 41,4% et 20,9% enregistrés un an plus tôt.

Les produits pétroliers demeurent au premier rang des transactions intra-UEMOA en 2020, avec une part de 28,8% du total, en raison principalement de l'ampleur du commerce de négoce et de réexportation de ces produits ainsi que des offres issues des raffineries de Côte d'Ivoire, du Niger et du Sénégal. Les autres produits échangés sont principalement les préparations alimentaires (lait, bouillons etc.), les produits du cru (céréales, légumes, animaux vivants) et les huiles alimentaires. Bien que le poids des échanges intra-régionaux rapportés aux échanges totaux de l'UEMOA, évalué à 15% soit supérieur à celui de la CEMAC (3%) et du Marché Commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique Australe (11%), il demeure inférieur à ceux des zones d'intégration économique comme la Communauté de l'Afrique de l'Est (16%) et la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (20%).

Rapportés aux exportations totales, les échanges intra-UEMOA sont ressortis à 14,7% en 2020, contre 15,2% en 2019. Ils représentent 12,4% des importations totales en 2020, en hausse de 0,2 point par rapport à 2019.

Graphique 19 : Evolution du commerce intra-régional



Source : BCEAO

Les échanges de produits pétroliers raffinés entre les pays de l'UEMOA sont ressortis à 766,0 milliards en 2020, contre 1.019,7 milliards en 2019, soit une baisse de 24,9%.

Tableau 4 : Matrice des échanges intra-communautaires des produits pétroliers (en millions de FCFA)

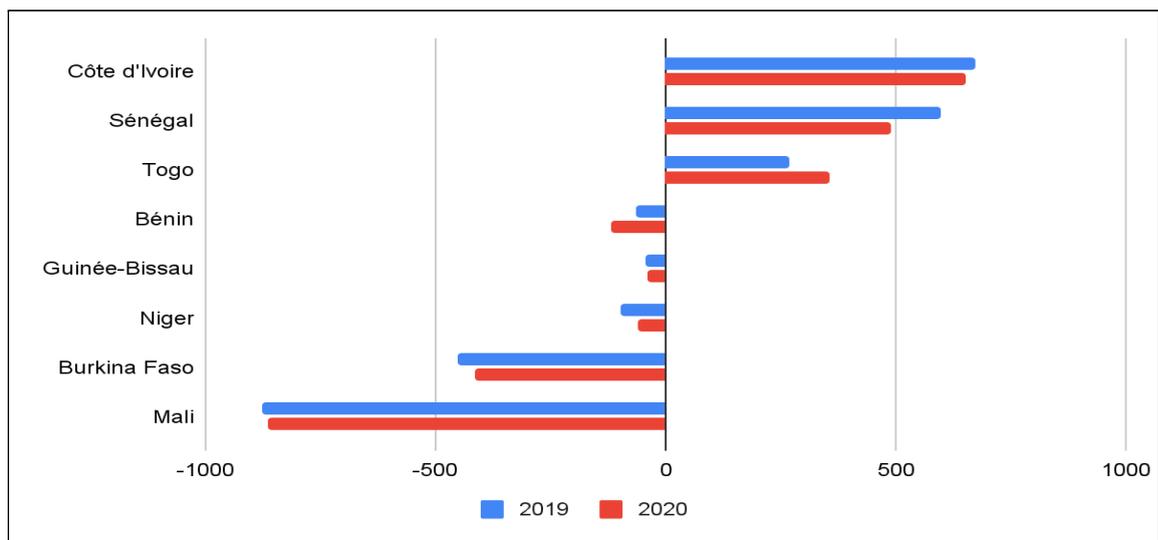
		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		4 417,1	0,0	0,0	17 007,0	0,0	0,0	0,0	21 424,1
	Burkina	0,0		358,9	6,3	117,4	237,2	243,2	117,3	1 080,3
	Côte d'Ivoire	11 945,0	80 787,6		19,5	198 316,6	5 500,4	278,5	2 529,1	299 376,7
	Guinée-Bissau	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	511,2	0,0	511,2
	Mali	0,0	0,0	4 262,0	0,0		1 090,0	4 236,6	0,0	9 588,6
	Niger	0,0	48 330,9	197,1	0,0	54 048,8		129,0	127,4	102 833,1
	Sénégal	295,2	5 953,6	3 412,0	6 109,4	231 300,9	1 559,6		2 923,5	251 554,2
	Togo	63 661,4	1 931,8	571,3	3 709,4	1 668,1	0,0	8 137,5		79 679,6
	UEMOA	75 901,6	141 421,0	8 801,3	9 844,5	502 458,8	8 387,1	13 536,1	5 697,3	766 047,8

Sources : BCEAO, Cellule sous-régionale

La configuration des échanges intra-communautaires entre les pays de l'Union est restée quasiment identique à celle notée les années précédentes. La balance commerciale intra-UEMOA a été excédentaire en Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Togo.

En revanche, elle est restée déficitaire dans les pays enclavés, à savoir le Burkina, le Mali et le Niger. Quant au Bénin et la Guinée-Bissau, dont la situation est également déficitaire, leurs échanges intra-UEMOA sont marqués par la hausse des achats en provenance notamment de la Côte d'Ivoire, du Niger et du Togo pour le Bénin et du Sénégal pour la Guinée Bissau.

Graphique 20 : Evolution des soldes des échanges intra-communautaires en 2019 et 2020 (en milliards de FCFA)



Sources : BCEAO, Cellule sous-régionale

4.2 - Autres transactions courantes intra-communautaires

Les transactions relevant des autres rubriques du compte courant ont pour la plupart enregistré une évolution baissière ou un ralentissement de leur progression en 2020.

Les échanges de services se sont inscrits en baisse de 3,1% pour ressortir à 1.391,0 milliards, contre 1.435,8 milliards relevés un an plus tôt, en relation avec les mesures de fermeture des frontières terrestres prises par les Etats dans le cadre de la lutte contre la propagation de la pandémie de la Covid-19.

Les flux touristiques intra-UEMOA au titre de l'année 2020 ont été évalués à 196,1 milliards contre 275,4 milliards en 2019, soit une baisse de 28,8%. Globalement, le tourisme intra-régional a représenté 46,9% des recettes totales de voyages de l'Union en 2020 contre 25,6% un an plus tôt, traduisant ainsi une relative résilience du tourisme intra-communautaire comparé aux entrées touristiques des non-résidents de l'Union.

Les flux de revenu primaire entre les pays de l'Union sont ressortis à 499,2 milliards, en hausse de 3,4%, du fait essentiellement des revenus tirés des investissements directs. Ceux-ci ont, en effet, crû de 16,6 milliards, en liaison essentiellement avec l'augmentation des bénéficiaires distribués dans le secteur des mines et des télécommunications de la Guinée-Bissau, du Niger et du Mali. Ces revenus ont principalement été versés à la Côte d'Ivoire et au Sénégal.

Le solde du compte du revenu secondaire intra-communautaire, pour sa part, est évalué à 801,5 milliards contre 782,2 milliards en 2019. Cette évolution reflète principalement la hausse des transferts privés. En effet, selon les résultats des travaux de la Cellule de réconciliation, les envois de fonds intra-régionaux imputables aux travailleurs migrants se sont situés à 496,4 milliards en 2020, après 475,6 milliards en 2019, soit une augmentation de 4,4%. Ces flux financiers ont ainsi fait preuve de résilience au niveau intra-communautaire nonobstant les effets de la crise sanitaire de Covid-19. La Côte d'Ivoire, avec 35,2% des flux émis en 2020 contre 32,7% en 2019, demeure la principale source des envois de fonds des migrants dans l'Union, en raison d'une forte présence de ressortissants de la sous-région, notamment dans les plantations agricoles et les unités industrielles de ce pays. Le Mali et le Sénégal sont les premiers bénéficiaires de ces fonds, avec des parts respectives estimées à 21,8% et 17,6%, confirmant ainsi leur situation historique de pays à fort taux d'émigrés. Les envois de fonds des travailleurs migrants intra-régionaux représentent 17,3% des fonds totaux reçus en 2020 contre 16,8% en 2019.

4.3 - Flux de capitaux et financiers intra-communautaires

Les transactions intra-communautaires au titre du compte de capital se sont repliées en 2020, en relation avec l'évolution défavorable des transferts en capital.

Les flux intra-régionaux recensés au niveau du compte de capital sont passés de 296,9 milliards en 2019 à 290,8 milliards en 2020, en liaison notamment avec la baisse des appuis reçus par les ONG de leurs sièges régionaux pour des financements de projets.

Le solde du compte financier s'est détérioré en 2020, en relation essentiellement avec l'évolution à la baisse des engagements nets au titre des investissements directs étrangers et des autres investissements.

Les opérations d'investissements directs étrangers intra-UEMOA ont représenté 4,9% du stock total des capitaux reçus, contre 7,8% une année plutôt. L'encours des IDE intra-communautaires est ressorti à 1.617,8 milliards (1,7% du PIB) à fin 2020, contre 1.464,5 milliards (1,7% du PIB) à fin 2019. Le stock d'IDE à fin 2020 est constitué à 78,9% de titres de participation et 21,1% d'instruments de dette.

Les principaux investisseurs sont localisés au Burkina, en Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Togo où sont installés les sièges de holdings bancaires (Coris Bank, Ecobank, Bank of Africa, Banque Atlantique, ORABank, etc.), de groupes internationaux de télécommunication (Orange, Atlantique Télécom, etc.), ainsi que de distribution (Unilever, Nestlé). Le Mali, la Côte d'Ivoire, le Burkina et le Niger sont les principaux bénéficiaires des investissements directs intra-communautaires en 2020.

Tableau 5 : Matrice des stocks de fin de période (au 31 décembre 2020)

		Créances IDE par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Engagements IDE par pays	Bénin		23 164,4	80 862,9	0,0	8 645,0	28 879,0	72 067,2	46 078,0	259 696,5
	Burkina	657,2		118 994,2	250,7	136 281,8	2 636,3	9 829,7	61 847,8	330 497,8
	Côte d'Ivoire	18 122,8	60 921,6		23,2	71 818,8	14 887,8	94 197,6	162 316,9	422 288,7
	Guinée-Bissau	0,0	0,0	16 359,2		18 954,4	0,0	19 901,8	15 223,5	70 438,9
	Mali	2 226,6	30 989,7	102 605,5	0,0		5 235,7	163,4	38 793,6	180 014,4
	Niger	12 522,9	20 041,8	85 602,8	0,0	2 307,7		45 139,6	15 615,9	181 230,8
	Sénégal	1 408,0	20 838,0	18 341,0	0,0	0,0	5 001,5		16 207,0	61 795,5
	Togo	7 664,0	16 008,0	78 115,1	0,0	1 215,0	5 824,8	3 012,0		111 838,9
	UEMOA	42 601,5	171 963,4	500 880,8	273,9	239 222,6	62 465,1	244 311,4	356 082,8	1 617 801,5

Sources : BCEAO, Cellule sous-régionale

Les investissements de portefeuille entre les pays de l'Union se sont inscrits en hausse de 493,0 milliards, passant de 1.110,2 milliards en 2019 à 1.603,2 milliards en 2020, soit une hausse de 44,4%. Cette évolution est le reflet de la forte sollicitation du marché financier régional de la dette par les Etats membres de l'Union qui ont bénéficié de mesures d'accompagnement pour couvrir leurs besoins de financement dans le cadre de la riposte contre la pandémie de la Covid-19.

Les flux nets au titre des autres investissements se sont établis à 1.749,6 milliards à fin 2020 contre 1.798,6 milliards un an plus tôt en lien avec repli des crédits commerciaux. Cette baisse a toutefois été atténuée par l'augmentation des prêts octroyés par la BOAD aux secteurs public et privé dans les Etats membres de l'UEMOA (+38,8%), dans le cadre des mesures de soutien au financement des dépenses induites par les effets de la crise sanitaire de la Covid-19.

CONCLUSION

Les transactions extérieures dans les Etats membres de l'UEMOA en 2020, ont été impactées par les effets de la crise sanitaire mondiale de la Covid-19. Dans ce contexte, l'excédent du solde global de la balance des paiements a enregistré une forte contraction pour s'établir à 15,8 milliards, contre un excédent de 1.635,1 milliards en 2019. Cette évolution traduit un net repli des flux de capitaux au titre du compte financier, qui ont à peine couvert les besoins de financement également en baisse.

Le déficit du compte des transactions courantes s'est réduit en 2020, ressortant à 4,5% du PIB, contre 4,9% l'année précédente. Cette évolution est consécutive à la contraction du déficit du compte des biens conjuguée avec la hausse de l'excédent du compte de revenu secondaire, dans un contexte de détérioration de la balance des services. Ainsi, le besoin de financement est ressorti à 2.889,2 milliards en 2020, en repli de 237,6 milliards par rapport à 2019. Nonobstant cette baisse, le besoin n'a été couvert qu'à hauteur de 101,1% en 2020, par les entrées nettes de capitaux au titre du compte financier, dont le solde est en repli du fait de la baisse de toutes ses composantes. La position extérieure globale nette de l'Union est ressortie débitrice à 41.243,3 milliards (ou -44,9% du PIB) à fin décembre 2020 contre 38.019,6 milliards (ou -42,9% du PIB) à fin décembre 2019, soit une aggravation de 3.223,7 milliards (3,5% du PIB). Cette situation traduit le recours des pays de l'Union aux ressources extérieures nécessaires au financement d'infrastructures d'appui à la croissance.

Les comptes extérieurs ont également été marqués par un repli des échanges intra-communautaires, traduisant les effets de la crise sanitaire mondiale de la Covid-19.

Au regard du déficit structurel des transactions courantes de la zone UEMOA, de dégradation continue de la position extérieure nette ainsi que de la faible profondeur des échanges intra-communautaires, il paraît opportun de mettre en œuvre des mesures de politiques économiques à même de résorber ces déséquilibres :

- moderniser et diversifier le tissu industriel des économies de l'Union pour monter en gamme dans l'offre de produits destinés à l'exportation. En effet, les exportations de l'Union sont concentrées sur un nombre réduit de produits de base, avec le pétrole, l'or, le cacao et le coton qui procurent plus de 50% des recettes d'exportation. Ces produits sont sensibles aux chocs liés aux fluctuations de la demande mondiale, à la volatilité des prix et aux variations climatiques ;
- poursuivre et intensifier les investissements dans les infrastructures logistiques et de transport, pour atténuer la facture des prestations de services reçues de l'extérieur notamment en matière de fret de marchandises. Dans cette perspective, il serait souhaitable d'investir davantage dans les infrastructures portuaires modernes en vue d'accroître la performance des ports de l'Union, pour réaliser des économies d'échelle dans la production de services portuaires ;
- promouvoir la digitalisation de l'offre de produits touristiques, afin de tirer profit des nouvelles fenêtres d'opportunité pour améliorer les recettes de voyage ;
- poursuivre les initiatives en cours pour faciliter la mobilisation des transferts des migrants et les canaliser vers des investissements productifs. A cet égard, les innovations technologiques devraient être encouragées pour réduire les coûts des transferts et rendre les canaux informels moins incitatifs ;
- diversifier les sources externes de financement des déficits publics à travers la promotion du marché régional de la dette auprès des investisseurs étrangers. Les États de l'Union devraient également veiller au respect des engagements souscrits avec les partenaires techniques et financiers en vue de faciliter l'afflux des ressources au titre de l'aide publique au développement. En outre, des efforts d'amélioration des taux de rapatriement des recettes d'exportation devraient être poursuivis à travers l'intensification des actions de sensibilisation des acteurs concernés ainsi que le suivi rapproché des établissements de crédit.

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE 1 : TABLEAUX STATISTIQUES

- Tableau A1 : Balance des paiements régionale 2020
- Tableau A2 : Evolution de la balance des paiements régionale entre 2016 et 2020
- Tableau A3.1 : Position Extérieure Globale de l'UEMOA en 2020
- Tableau A3.2 : Structure géographique de la Position Extérieure Globale de l'UEMOA en 2020
- Tableau A4 : Matrice totale du commerce intra-communautaire
 - Tableau A4.1 : Matrice totale du commerce intra-communautaire en 2020
 - Tableau A4.2 : Matrice totale du commerce intra-communautaire en 2019
- Tableau A4.3 : Matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2020
- Tableau A4.4 : Matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2019
- Tableau A4.5 : Matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2020
- Tableau A4.6 : Matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2019
- Tableau A4.7 : Matrice des flux nets relatifs aux investissements directs étrangers totaux intra-communautaires en 2020
- Tableau A4.8 : Matrice des flux nets relatifs aux investissements directs étrangers intra-communautaires en 2019
- Tableau A4.9 : Matrice des stocks totaux d'investissements directs étrangers intra-communautaires au 31 décembre 2020
- Tableau A4.10 : Matrice des stocks totaux d'investissements directs étrangers intra-communautaires au 31 décembre 2019
- Tableau A4.11 : Matrice des flux nets d'IDE intra-communautaires au titre des fonds propres en 2020
- Tableau A4.12 : Matrice des flux nets d'IDE intra-communautaires au titre des fonds propres en 2019
- Tableau A4.13 : Matrice des stocks d'IDE intra-communautaires au titre des fonds propres au 31 décembre 2020
- Tableau A4.14 : Matrice des stocks d'IDE intra-communautaires au titre des fonds propres au 31 décembre 2019
- Tableau A4.15 : Matrice des flux nets totaux d'IDE intra-communautaires au titre des instruments de dettes en 2020
- Tableau A4.16 : Matrice des flux nets totaux d'IDE intra-communautaires au titre des instruments de dettes en 2019
- Tableau A4.17 : Matrice des stocks d'IDE intra-communautaires au titre des instruments de dettes au 31 décembre 2020

- Tableau A4.18 : Matrice des stocks d'IDE intra-communautaires au titre des instruments de dettes au 31 décembre 2019
- Tableau A5.1 : Principaux produits échangés dans le commerce intra-UEMOA en 2020
- Tableau A5.2 : Part des principaux produits dans les exportations intra-UEMOA en 2020
- Tableau A6 : Evolution du poids du commerce intra-UEMOA entre 2010 et 2020

ANNEXE 2 : PRINCIPALES MODIFICATIONS APPORTÉES AU DISPOSITIF D'ÉLABORATION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS ET DE LA POSITION EXTÉRIEURE GLOBALE AU SEIN DE L'UEMOA

ANNEXE 3 : MÉTHODOLOGIE DE RÉCONCILIATION DES DONNÉES SUR LES ÉCHANGES INTRA-UEMOA

ANNEXE 1 : TABLEAUX STATISTIQUES

TABLEAU A1 : BALANCE DES PAIEMENTS RÉGIONALE 2020 (millions de FCFA)

Nom du poste	Crédit / Acquisitions nettes d'actifs (*)	Débit / Accroissements nets de passifs (*)	Solde (**)
Compte des transactions courantes	21 612 982,5	25 679 177,1	-4 066 194,6
Biens et services	17 172 401,2	22 008 358,8	-4 835 957,6
Biens	15 453 962,3	16 022 119,1	-568 156,8
Marchandises générales. base balance des paiements	9 735 748,4	16 022 459,4	-6 286 711,0
<i>Dont : Réexportations</i>	987 700,1	100 000,0	887 700,1
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	31 674,4	-574,5	32 248,9
Or non monétaire	5 686 539,5	234,2	5 686 305,2
Services	1 714 072,4	6 094 363,1	-4 267 800,8
Transport	482 230,0	3 974 010,2	-3 491 780,2
<i>Dont fret</i>	195 887,4	3 555 531,7	-3 359 644,2
Voyages	259 291,1	108 703,0	150 588,1
Autres services	972 551,4	2 011 649,9	-1 039 098,6
Revenu primaire	262 527,7	2 623 326,5	-2 360 798,7
Rémunération des salariés	150 616,5	73 609,3	77 007,1
Revenus des investissements	49 237,6	2 513 432,2	-2 464 194,6
Autre revenu primaire	62 673,7	36 285,0	26 388,7
Revenu secondaire	4 178 053,6	1 047 491,9	3 130 561,7
Administrations publiques	1 126 644,5	41 271,7	1 085 372,8
Coopération internationale courante	1 093 415,6	39 666,3	1 053 749,2
Sociétés financières. sociétés non financières. ménages et ISBLSM	3 051 409,1	1 006 220,2	2 045 188,9
Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	2 460 245,6	853 190,0	1 607 055,6
Envois de fonds des travailleurs	2 460 245,6	853 190,0	1 607 055,6
Autres transferts courants	591 163,5	153 030,2	438 133,3
Compte de capital	1 285 957,0	108 980,6	1 176 976,4
Acquisitions (DR*) / cessions (CR*) d'actifs non financiers non produits	1 662,7	2 165,0	-502,3
Transferts de capital	1 284 294,3	106 815,6	1 177 478,7
Administration publique	970 926,4	62 950,0	907 976,4
Remises de dette	34 349,9	14 200,0	20 149,9
Autres transferts de capital	936 576,5	48 750,0	887 826,5
Sociétés financières. sociétés non financières. ménages et ISBLSM	313 367,9	43 865,6	269 502,3
Remises de dette	0,0	0,0	0,0
Autres transferts de capital	313 367,9	43 865,6	269 502,3
Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)	22 898 939,5	25 788 157,7	-2 889 218,2
Compte financier	1 251 241,6	4 582 391,6	-3 331 150,0

Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)	1 251 241,6	4 582 391,6	-3 331 150,0
Investissement direct	64 326,8	2 133 278,0	-2 068 951,3
Titres de participation et parts de fonds de placement	233 973,1	1 184 748,3	-950 775,2
Instruments de dette	-169 646,3	948 529,8	-1 118 176,1
Investissements de portefeuille	61 011,5	92 102,4	-31 090,9
Titres de participation et parts de fonds de placement	14 511,0	-86 661,8	101 172,8
Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	14 511,0	-86 661,8	101 172,8
<i>Autres sociétés financières</i>	4 393,0	-100 081,7	104 474,7
<i>Sociétés non financières. ménages et ISBLSM</i>	10 118,0	13 420,0	-3 302,0
Titres de créance	46 500,5	178 764,2	-132 263,7
Administrations publiques	0,0	306 526,0	-306 526,0
Autres secteurs	46 500,5	-127 761,8	174 262,3
<i>Autres sociétés financières</i>	53 775,0	-116 628,7	170 403,7
<i>Sociétés non financières. ménages et ISBLSM</i>	-7 274,5	-11 133,1	3 858,6
Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	-15 299,0	46 257,0	-61 556,0
Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	-15 299,0	46 257,0	-61 556,0
<i>Autres sociétés financières</i>	-15 299,0	46 257,0	-61 556,0
<i>Sociétés non financières. ménages et ISBLSM</i>	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	1 141 202,3	2 310 754,1	-1 169 551,9
Autres titres de participation	9 155,0	0,0	9 155,0
Autres titres de créances	1 132 047,3	2 310 754,1	-1 178 706,9
Administrations publiques	0,0	1 938 105,9	-1 938 105,9
Autres secteurs	1 132 047,3	372 648,2	759 399,1
<i>Autres sociétés financières</i>	74 714,6	-14 604,8	89 319,4
<i>Sociétés non financières. ménages et ISBLSM</i>	1 057 332,7	387 253,0	670 079,7
Erreurs et omissions nettes			-15 066,7
Solde global	21 647 697,9	21 205 766,1	426 865,1
Ajustements d'écart (Non répartis. asymétries. autres)	-20 383 558,4	-19 957 379,0	-411 112,8
Solde global Union (Après ajustement)	1 264 139,5	1 248 387,2	15 752,3
Réévaluation	154 340,4	-27 943,6	182 284,0
Avoirs et engagements extérieurs des institutions de dépôts	-1 418 479,8	-1 220 443,6	-198 036,3
Banque Centrale	-1 374 017,8	-1 223 208,6	-150 809,3
Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-44 462,0	2 765,0	-47 227,0

* : Crédit et débit pour les transactions courantes et le compte de capital ; Acquisitions nettes d'actifs affectées de signes (+) et accroissements nets de passifs (-)

** : Solde = Crédit – Débit ou Acquisitions nettes d'actifs affectées de signes - accroissements nets de passifs

(1) : Cet ajustement permet la prise en compte des opérations non réparties et du biais liés aux asymétries sur les transactions intra-UEMOA

Source : BCEAO

TABLEAU A2 : EVOLUTION BALANCE DES PAIEMENTS RÉGIONALE 2016 et 2020 (milliards de FCFA)

Nom du poste	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020
Compte des transactions courantes	-3 244,1	-3 803,5	-4 601,5	-4 373,8	-4 066,2
Biens et services	-4 320,6	-4 529,0	-5 302,8	-5 059,8	-4 836,0
Biens	-1 037,1	-995,5	-1 879,0	-1 459,4	-568,2
Marchandises générales, base balance des paiements	-3 989,0	-4 228,2	-5 603,5	-5 780,2	-6 286,7
Dont : Réexportations	850,7	986,9	1 161,1	1 102,2	887,7
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	-0,6	3,6	4,4	12,7	32,2
Or non monétaire	2 952,5	3 229,1	3 720,1	4 308,0	5 686,3
Services	-3 283,5	-3 533,6	-3 423,8	-3 600,3	-4 267,8
Transport	-2 616,0	-2 827,9	-2 840,6	-2 889,5	-3 491,8
Dont fret	-2 422,5	-2 608,4	-2 779,6	-2 798,3	-3 359,6
Voyages	389,3	405,2	357,4	368,8	150,6
Autres services	-1 056,7	-1 110,9	-940,6	-1 079,6	-1 039,1
Revenu primaire	-1 465,8	-1 783,0	-1 938,6	-2 219,2	-2 360,8
Rémunération des salariés	352,7	386,7	398,6	396,8	77,0
Revenus des investissements	-1 819,5	-2 171,9	-2 340,9	-2 620,0	-2 464,2
dont intérêts dette publique	-401,2	-484,7	-5 706,0	-721,0	-888,6
Autre revenu primaire	0,9	2,2	3,7	4,0	44 677,0
Revenu secondaire	2 542,2	2 508,6	2 639,9	2 905,1	3 130,6
Administrations publiques	1 036,2	930,7	934,8	1 032,1	1 085,4
Coopération internationale courante	987,4	886,2	874,0	978,2	1 053,7
dont aides budgétaires	399,8	507,3	399,8	683,3	812,3
Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	1 506,0	1 577,8	1 705,1	1 873,0	2 045,2
Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	1 161,6	1 211,9	1 317,9	1 523,4	1 607,1
Envois de fonds des travailleurs	1 161,6	1 211,9	1 317,9	1 523,4	1 607,1
Autres transferts courants	344,4	366,0	387,2	349,7	438,1
Compte de capital	1 109,5	1 161,7	1 242,4	1 247,1	1 177,0
Acquisitions / cessions d'actifs non financiers non produits	-6,5	-6,9	-7,9	-7,5	-0,5
Transferts de capital	1 115,9	1 168,6	1 250,4	1 254,5	1 177,5
Administration publique	797,6	845,1	878,3	964,5	908,0
Remises de dette	20,5	45,2	19,0	17,6	44 581,0
Autres transferts de capital	777,2	799,8	859,3	946,9	887,8
Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	318,3	323,6	372,1	290,1	269,5
Remises de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts de capital	318,3	323,6	372,1	290,1	269,5
Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)	-2 134,7	-2 641,8	-3 359,1	-3 126,8	-2 889,2
Compte financier	-1 918,4	-2 868,8	-4 509,9	-5 218,8	-3 331,2
Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)	-1 918,4	-2 868,8	-4 509,9	-5 218,8	-3 331,2
Investissement direct	-884,9	-1 138,9	-1 289,8	-2 378,0	-2 069,0
Titres de participation et parts de fonds de placement	-588,0	-726,0	-935,1	-1 726,9	-950,8
Instruments de dette	-296,9	-412,9	-354,7	-651,1	-1 118,2
Investissements de portefeuille	-530,9	-1 398,4	-1 911,3	-830,3	-31,1
Titres de participation et parts de fonds de placement	8,5	25,5	76,7	73,9	101,2
Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	8,5	25,5	76,7	73,9	101,2

Titres de créance	-539,4	-1 424,0	-1 988,0	-904,2	-132,3
Administrations publiques	-145,1	-1 544,2	-2 030,0	-359,4	-306,5
Autres secteurs	-394,3	120,2	42,0	-544,7	174,3
Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0,0	-2,9	0,5	7,1	-61,6
Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	-2,9	0,5	7,1	-61,6
Autres investissements	-502,6	-328,5	-1 309,3	-2 017,7	-1 169,6
Administrations publiques	-1 310,9	-1 324,0	-1 457,6	-2 269,5	-1 938,1
Autres secteurs	808,3	995,5	147,5	251,8	759,4
Erreurs et omissions nettes	-8,2	9,3	-9,8	-9,3	-15,1
Solde global (1)	-224,5	236,3	1 141,0	2 082,8	426,9
Ajustements d'écart (Non répartis, asymétries, autres) (2)	-722,3	67,8	-158,7	-447,7	-411,1
Solde global Union (Après ajustement) (3)	-946,8	304,1	982,3	1 635,1	44 788,0
Réévaluation et autres flux non transactionnels (4)	-112,4	171,6	114,5	171,8	182,3
Avoirs et engagements extérieurs des institutions de dépôts	1 059,1	-475,6	-1 096,8	-1 806,9	-198,0

Banque Centrale	914,5	-739,3	-1 174,0	-1 578,9	-150,8
Etablissements de dépôts autres que la banque centrale	144,6	263,7	77,2	-227,9	-47,2
Taux de couverture : Export b&s/Import b&s (%)	69,9	0,0	56,4	53,7	78,0
Degré d'ouverture:(Export b&s+Import b&s)/(2*PIB) (%)	21,0	12,8	19,9	19,4	44 641,0
Déficit courant y compris dons/PIB (%)	-4,4	-4,9	-5,5	-4,9	-4,4
Déficit courant hors dons/PIB (%)	-5,0	-5,5	-6,0	-5,7	-5,3
Investissement direct Etranger/PIB (%)	1,2	1,5	1,5	2,7	44 622,0
PIB	73 104,2	77 697,4	83 305,5	88 582,7	91 811,5
Solde global rapporté au PIB (%)	-1,3	0,4	1,2	1,8	0,0
Réserves de change (AEB)	6 529,4	7 184,2	8 561,0	10 357,0	11 731,2
Importations de biens et services	18 050,8	19 922,5	21 234,7	22 318,3	22 008,4
Couverture des importations par les réserves (mois)	3,9	4,1	4,6	5,6	5,6

Source : BCEAO

(1) : Agrégation des soldes des balances des paiements des Etats

(2) Cet ajustement permet la prise en compte des opérations non réparties et du biais liés aux asymétries sur les transactions intra-UEMOA

(3) : (1)+(2)

TABEAU A3.1 : POSITION EXTÉRIEURE GLOBALE DE L'UEMOA EN 2020

	Poste	Début de période	Autres flux	Fin de période
A	Stock d'actifs financiers	32 455 061,0	1 601,4	34 978 040,6
1	Investissements directs	3 979 221,0	-145 739,0	3 897 808,8
2	Investissements de portefeuille	2 047 770,0	-4 972,0	2 041 666,2
3	Dérivés financiers	35 286,0	0,0	19 987,0
4	Autres investissements	16 031 068,0	-2 028,0	17 282 844,7
4.1	Autres titres de participation	0,0	0,0	9 155,0
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	1 916 499,0	-2 028,0	2 208 101,4
4.3	Prêts	633 800,0	0,0	737 908,3
4.4	Régime d'assurance, de pension et de garantie	35 489,0	0,0	35 767,0
4.5	Crédits commerciaux	10 121 458,0	0,0	10 677 814,9
4.6	Autres comptes à payer/à recevoir	3 323 822,0	0,0	3 614 098,1
5	Avoirs de réserves	10 361 716,0	154 340,4	11 735 733,9
5.1	Or monétaire	1 120 560,1	250 519,2	1 371 079,3
5.2	Droits de tirage spéciaux	802 900,4	-126 328,5	2 131 088,5
5.3	Position de réserve au FMI	201 927,0	30 149,7	193 612,3
5.4	Autres avoirs de réserve	8 236 328,5	0,0	8 039 953,8
B	Stocks de passifs financiers	70 474 612,0	-521 933,0	76 221 327,3
1	Investissements directs	31 025 332,0	-141 730,0	33 016 880,0
2	Investissements de portefeuille	9 453 293,0	-200 223,0	9 358 748,7
3	Dérivés financiers	16 868,0	0,0	63 125,0
4	Autres investissements	29 979 119,0	-179 980,0	33 782 573,6
4.1	Autres titres de participation	58,0	0,0	58,0
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	1 561 875,0	0,0	1 689 385,1
4.3	Prêts	19 010 834,0	-177 915,0	24 470 907,6
4.4	Régime d'assurance de pension et de garantie	4 139,0	0,0	3 794,0
4.5	Crédits commerciaux	9 136 461,0	-2 065,0	8 809 082,2
4.6	Autres comptes à payer/à recevoir	249 622,0	0,0	-454 183,3
4.7	Droits de tirage spéciaux	16 130,0	0,0	-736 470,0
C	Position extérieure globale nette (A) - (B)	-38 019 551,0	523 534,0	-41 243 287,0

Sources : BCEAO

TABLEAU A3.2 : STRUCTURE GÉOGRAPHIQUE DE LA POSITION EXTÉRIEURE GLOBALE DE L'UEMOA EN 2020

	Zone Euro	Autres Pays	Total
Stock d'actifs financiers	14.742.840	20.235.200	34.978.040
Investissements directs	740.584	3.157.225	3.897.809
Investissements de portefeuille	408.333	1.633.333	2.041.666
Dérivés financiers	19.987	0	19.987
Autres investissements	7.543.971	9.738.873	17.282.844
Autres titres de participation	0	9.155	9.155
Monnaie fiduciaire et dépôts	1.148.213	1.059.888	2.208.101
Prêts	339.438	398.47	737.908
Régime d'assurance, de pension et de garantie	33.979	1.788	35.767
Crédits commerciaux	3.203.344	7.474.471	10.677.815
Autres comptes à payer/à recevoir	2.818.997	795.101	3.614.098
Avoirs de réserves	6.029.965	5.705.769	11.735.734
Or monétaire	0	1.371.079	1.371.079
Droits de tirage spéciaux	0	2.131.089	2.131.089
Position de réserve au FMI	0	193.612	193.612
Autres avoirs de réserve	6.029.965	2.009.989	8.039.954
Stocks de passifs financiers	21.047.670	55.173.658	76.221.328
Investissements directs	8.584.389	24.432.491	33.016.880
Investissements de portefeuille	3.181.975	6.176.774	9.358.749
Dérivés financiers	63.125	0	63.125
Autres investissements	9.218.181	24.564.393	33.782.574
Autres titres de participation	58	0	58
Monnaie fiduciaire et dépôts	1.182.570	506.815	1.689.385
Prêts	4.894.182	19.576.726	24.470.908
Régime d'assurance, de pension et de garantie	3.794	0	3.794
Crédits commerciaux	3.523.633	5.285.449	8.809.082
Autres comptes à payer/à recevoir	-386.056	-68.127	-454.183
Droits de tirage spéciaux	0	-736.47	-736.47
Position extérieure globale nette (A) - (B)	-6.304.830	-34.938.458	-41.243.288

Source : BCEAO

Tableau A4 : Matrice totale du commerce intra-communautaire**Tableau A4.1 : Matrice totale des échanges intra-communautaires en 2020 (en millions FCFA)**

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		19675,6	6390	79,2	24631,6	35858,5	1112,1	16198,6	103945,5
	Burkina	3506,8		28793	0	45011,3	31134,6	6632,9	13836,2	128914,8
	Côte d'Ivoire	32678,6	296701,3		815,9	383920,7	67522,6	78426,8	31382,5	891448,4
	Guinée-Bissau	497,7	0	0		288,9	6,6	3348,9	0	4142,1
	Mali	11984,3	42044,1	42000,7	244,7		10783	102474,8	10255,8	219787,3
	Niger	17611,9	52859,9	5118	0	62458,1		1476,2	8957,2	148481,2
	Sénégal	11725,6	30433,9	119456,8	39917,1	493013,5	12238,9		11061,1	717846,7
	Togo	143277,4	101971,9	38306,2	4475,6	75041,5	50717,1	35592,5		449382,2
	UEMOA	221282,2	543686,7	240064,6	45532,5	1084365,5	208261,2	229064,3	91691,3	2663948,3

Sources : BCEAO, Cellule sous-régionale

Tableau A4.2 : Matrice totale des échanges intra-communautaires en 2019 (en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		13 469,2	6 064,6	140,7	52 158,1	52 971,6	707,9	16 845,7	142 357,8
	Burkina	2 889,9		28 957,6	6,2	34 256,4	17 993,0	5 552,2	16 532,6	106 187,7
	Côte d'Ivoire	37 640,6	343 494,0		1 031,3	342 045,4	65 646,9	80 738,3	36 427,3	907 024,1
	Guinée-Bissau	85,1	0	103,2		324,9	0	5 669,4	0	6 182,7
	Mali	12 335,1	55 897,5	41 355,7	219		11 066,7	102 050,7	8 749,8	231 674,6
	Niger	15 376,6	21 055,0	5 954,8	0	54 667,5		1 922,2	12 356,5	111 332,7
	Sénégal	15 471,8	39 081,2	97 052,4	49 972,1	574 129,7	10 041,5		16 787,2	802 535,7
	Togo	123 229,2	86 534,5	54 232,3	162,2	51 878,4	51 034,6	8 129,4		375 200,6
	UEMOA	207 028,5	559 531,4	233 720,5	51 531,5	1 109 460,4	208 754,4	204 769,9	107 699,1	2682495,8

Sources : BCEAO, Cellule sous-régionale

Tableau A4.3 : Matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2020 (en millions FCFA)

		Recettes de tourisme au crédit par pays								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Dépenses de tourisme au débit par pays	Bénin		4914,8	1216,5	137,3	274,4	2644,3	1666	7477,8	18331,1
	Burkina	13967,2		8308,1	309,3	1314,3	3454,6	1876,7	11743,6	40973,8
	Côte d'Ivoire	13359,4	15416,3		76,4	3112,5	3640,3	3333,7	11870,9	50809,6
	Guinée-Bissau	16,7	16,2	0		4,5	115,4	1861,6	15,9	2030,2
	Mali	3432,5	8143,2	6546,1	812,7		4312,7	2709,4	2857,4	28814
	Niger	4971,9	2181,9	963	28,1	437,9		2742,8	2208,1	13533,6
	Sénégal	965,1	9690,4	1032,6	707,5	2915,4	1020,2		426	16757,2
	Togo	14361,3	2924,3	731,3	92,6	510,2	3397	2856,7		24873,3
	UEMOA	51074,1	43287,1	18797,5	2163,9	8569,1	18584,4	17046,9	36599,6	196122,7

Sources : BCEAO, Cellule sous-régionale

Tableau A4.4 : Matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2019 (en millions FCFA)

		Recettes de tourisme au crédit par pays								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Dépenses de tourisme au débit par pays	Bénin		3 232,6	4 021,4	193,4	1 213,0	2 926,6	4 338,3	6 557,2	22 482,4
	Burkina	19 402,5		8 617,4	123,8	4 082,8	3 530,8	4 854,5	10 488,7	51 100,4
	Côte d'Ivoire	16 140,2	29 967,1		107,7	9 428,3	3 730,0	7 546,1	12 562,1	79 481,5
	Guinée-Bissau	113,9	156,8	141		33,6	380,5	4 907,1	109,7	5 842,5
	Mali	3 414,7	11 566,3	9 132,2	1 144,9		4 666,0	6 020,6	2 767,0	38 711,7
	Niger	5 977,3	1 025,7	6 047,0	39,6	1 686,2		6 068,2	3 742,6	24 586,5
	Sénégal	2 952,7	2 682,6	2 460,6	1 640,4	4 101,0	1 269,5		984,2	16 090,9
	Togo	22 406,7	729,5	1 788,9	130,4	1 358,0	4 233,1	6 425,7		37 072,3
	UEMOA	70 407,9	49 360,6	32 208,4	3 380,1	21 902,8	20 736,4	40 160,6	37 211,5	275 368,3

Sources : BCEAO, Cellule sous-régionale

Tableau A4.5 : Matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2020 (en millions FCFA)

		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin		3388,8	6511,1	91,9	1883,9	10672,3	5186,9	4468,1	32203
	Burkina	5978,5		13027,9	26,6	12094,3	8897,1	11441,1	11925,7	63391,3
	Côte d'Ivoire	11811,5	34774,9		229	59579,4	10134	25599,2	32798,2	174926,2
	Guinée-Bissau	261,8	96,5	336,9		776,8	136,5	6507,9	410,6	8527,1
	Mali	4089,3	9240,7	14047,2	55,2		8348,3	28997,8	9834,6	74613,1
	Niger	10911,1	2711,9	2272	30,5	7827,4		4412	9454,9	37619,9
	Sénégal	6857,5	8259,7	16565,8	6834,7	23767,2	6405,6		6673,6	75364
	Togo	2738,9	3874,8	6900,3	125,2	2525	8577,6	5026,7		29768,6
	UEMOA	42648,5	62347,3	59661,4	7393,1	108454	53171,5	87171,7	75565,7	496413,2

Sources : BCEAO, Cellule sous-régionale

Tableau A4.6 : Matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2019 (en millions FCFA)

		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin		3 332,9	6 722,2	111,7	2 505,9	7 175,7	5 092,4	3 404,8	28 345,6
	Burkina	6 232,6		20 245,5	30	13 833,0	6 040,2	9 336,4	11 844,8	67 562,5
	Côte d'Ivoire	11 730,0	21 622,8		697,3	68 448,3	9 419,6	24 010,1	19 772,6	155 700,7
	Guinée-Bissau	680,4	216,8	396,2		1 586,2	337,2	4 903,4	450,1	8 570,4
	Mali	4 219,6	5 219,6	15 404,1	145		7 799,9	35 204,9	9 361,3	77 354,6
	Niger	7 382,7	2 745,2	4 780,7	122,4	5 655,7		3 729,9	9 502,0	33 918,7
	Sénégal	6 755,5	8 001,7	9 224,2	12 379,9	27 729,4	6 039,7		7 087,6	77 217,9
	Togo	2 529,5	3 832,6	6 701,0	141,9	2 701,7	5 869,0	5 125,7		26 901,3
	UEMOA	39 530,3	44 971,7	63 473,9	13 628,2	122 460,3	42 681,3	87 402,9	61 423,2	475 571,8

Sources : BCEAO, Cellule sous-régionale

Tableau A4.7 : Matrice des flux nets d'investissements directs étrangers intra-communautaires totaux en 2020 (en millions de FCFA)

		Flux net d'IDE au titre des créances								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Flux net d'IDE au titre des engagements	Bénin		8312,3	4217,8	0,0	126,0	5414,0	4176,5	-618,0	21628,6
	Burkina	-1936,9		7122,8	173,1	70585,4	13,5	-13929,8	4201,6	66229,7
	Côte d'Ivoire	-5708,4	18247,8		16,9	12868,6	4015,7	13288,9	3432,8	46162,2
	Guinée-Bissau	0,0	0,0	2756,7		3584,7	0,0	2651,9	2513,9	11507,2
	Mali	223,3	-14147,3	-7367,9	-313,0		26,2	-6,9	2730,0	-18855,6
	Niger	9584,7	632,8	26185,9	0,0	15,7		541,9	76,9	37037,9
	Sénégal	-2839,0	-2399,0	-5394,8	0,0	0,0	-70,3		-8542,0	-19245,1
	Togo	625,4	2015,2	6210,4	0,0	650,0	0,0	-665,1		8835,9
	UEMOA	-51,0	12661,8	33731,0	-123,0	87830,3	9399,2	6057,3	3795,2	153300,8

Ligne (+) : Augmentation des engagements pour le pays bénéficiaire

Ligne (-) : Diminution des engagements pour le pays bénéficiaire

Colonne (+) : Augmentation des avoirs pour le pays d'origine des capitaux

Colonne (-) : Diminution des avoirs pour le pays d'origine des capitaux

Sources : BCEAO, Cellule sous-régionale

Tableau A4.8 : Matrice des flux nets d'investissements directs étrangers intra-communautaires totaux en 2019 (en millions de FCFA)

		Flux net d'IDE au titre des créances								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Flux net d'IDE au titre des engagements	Bénin		1134	5555,4	0	0	0	2273,4	1115	10077,8
	Burkina	-11,8		23586,4	0	983,5	536,6	1483	-3603,9	22973,8
	Côte d'Ivoire	-44,9	884,7		16,9	19820,9	0	8024,3	15567,5	44269,4
	Guinée-Bissau	0	0	-2465,9		0,3	0	0	769,4	-1696,2
	Mali	-1592,6	1228,5	12154,9	0		0	-10926,4	3382,6	4247,1
	Niger	0,2	18615,5	2994,2	0	0		2294,2	967	24871,1
	Sénégal	4107,1	8193	21346,5	0	-6100	-2312		-6460	18774,6
	Togo	-317	1983,1	27618,7	0	1153,4	0	1215		31653,2
	UEMOA	2141,1	32038,8	90790,3	16,9	15858	-1775,4	4363,5	11737,6	155170,8

Ligne (+) : Augmentation des engagements pour le pays bénéficiaire

Ligne (-) : Diminution des engagements pour le pays bénéficiaire

Colonne (+) : Augmentation des avoirs pour le pays d'origine des capitaux

Colonne (-) : Diminution des avoirs pour le pays d'origine des capitaux

Sources : BCEAO, Cellule sous-régionale

Tableau A4.9 : Matrice des stocks totaux d'investissements directs étrangers intra-communautaires au 31 décembre 2020 (en millions de FCFA)

		Créances IDE par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Engagements IDE par pays	Bénin		23164,4	80862,9	0,0	8645,0	28879,0	72067,2	46078,0	259696,5
	Burkina	657,2		118994,2	250,7	136281,8	2636,3	9829,7	61847,8	330497,8
	Côte d'Ivoire	18122,8	60921,6		23,2	71818,8	14887,8	94197,6	162316,9	422288,7
	Guinée-Bissau	0,0	0,0	16359,2		18954,4	0,0	19901,8	15223,5	70438,9
	Mali	2226,6	30989,7	102605,5	0,0		5235,7	163,4	38793,6	180014,4
	Niger	12522,9	20041,8	85602,8	0,0	2307,7		45139,6	15615,9	181230,8
	Sénégal	1408,0	20838,0	18341,0	0,0	0,0	5001,5		16207,0	61795,5
	Togo	7664,0	16008,0	78115,1	0,0	1215,0	5824,8	3012,0		111838,9
	UEMOA	42601,5	171963,4	500880,8	273,9	239222,6	62465,1	244311,4	356082,8	1617801,5

Sources : BCEAO, Cellule sous-régionale

Tableau A4.10 : Matrice des stocks totaux d'investissements directs étrangers intra-communautaires au 31 décembre 2019 (en millions de FCFA)

		Créances IDE par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Engagements IDE par pays	Bénin		14852	76645,1	0	8519	23465	67890,8	46696	238067,9
	Burkina	2594,1		111871,4	77,6	65696,4	2622,8	23759,5	57646,3	264268,1
	Côte d'Ivoire	23831,2	42673,9		6,3	58950,2	10872,1	80908,7	158884,2	376126,5
	Guinée-Bissau	0	0	13602,5		15369,7	0	17249,9	12709,6	58931,7
	Mali	2003,3	45137	109973,3	313		5209,5	170,3	36063,5	198870
	Niger	2938,2	19408,9	59416,9	0	2292		44597,8	15539	144192,8
	Sénégal	4247	23237	23735,8	0	0	5071,8		24749	81040,6
	Togo	7038,6	13992,7	71904,7	0	565	5824,8	3677,1		103003
	UEMOA	42652,4	159301,6	467149,7	396,9	151392,3	53066	238254,1	352287,6	1464500,6

Sources : BCEAO, Cellule sous-régionale

Tableau A4.11 : Matrice des flux net d'IDE intra-communautaires au titre des fonds propres en 2020 (en millions FCFA)

		Flux net d'IDE au titre des créances								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Flux net d'IDE au titre des engagements	Bénin		8265,7	4242,8	0	0	0	5224,5	-409	17324
	Burkina	19,7		9469	0	80407,6	0	1355,2	5107,6	96359,1
	Côte d'Ivoire	-3073,9	7476,8		0	12074,3	4000	12844,2	13593,8	46915,1
	Guinée-Bissau	0	0	833,5		923,4	0	2651,9	2455,9	6864,7
	Mali	0	0	-2603,5	0		0	-6,9	2108	-502,4
	Niger	-2,3	89,8	766,2	0	0		1410,7	1779,9	4044,3
	Sénégal	0	-750	0	0	0	0		-1349	-2099
	Togo	5	1946,2	6206,4	0	0	0	-345,1		7812,5
	UEMOA	-3051,5	17028,4	18914,5	0	93405,3	4000	23134,4	23287,2	176718,2

Sources : BCEAO, Cellule sous-régionale

Tableau A4.12 : Matrice des flux net d'IDE intra-communautaires au titre des fonds propres en 2019 (en millions FCFA)

		Flux net d'IDE au titre des créances								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Flux net d'IDE au titre des engagements	Bénin		1059	10582,6	0	0	0	2273,4	4592	18507
	Burkina	-11,8		20715,9	0	983,5	0	-493	196,1	21390,7
	Côte d'Ivoire	-290,5	863,8		0	415,1	0	5695,9	2843,5	9527,9
	Guinée-Bissau	0	0	36,1		0	0	0	1378,4	1414,6
	Mali	-1592,6	662,5	11826,8	0		0	-10926,4	4567,6	4537,9
	Niger	0,2	17897,5	3005,2	0	0		1506,2	0	22409,1
	Sénégal	1607,1	8001	17012,5	0	0	0		301	26921,6
	Togo	-102	1761,1	27388,3	0	0	0	0		29047,4
	UEMOA	-389,5	30244,9	90567,4	0	1398,6	0	-1943,9	13878,6	133756,2

Ligne (+) : Augmentation des engagements pour le pays bénéficiaire

Ligne (-) : Diminution des engagements pour le pays bénéficiaire

Colonne (+) : Augmentation des avoirs pour le pays d'origine des capitaux

Colonne (-) : Diminution des avoirs pour le pays d'origine des capitaux

Sources : BCEAO, Cellule sous-régionale

Tableau A4.13 : Matrice des stocks d'IDE intra-communautaires au titre des fonds propres au 31 décembre 2020 (en millions FCFA)

		Flux net d'IDE au titre des créances								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Flux net d'IDE au titre des engagements	Bénin		22559,7	75694,7	0	8500	11007	71996,2	44958	234715,6
	Burkina	158,2		108534,5	0	134221,1	0	9829,7	61019,8	313763,4
	Côte d'Ivoire	5086,8	41073,6		0	46838,1	14001,2	79597,3	150477,9	337074,9
	Guinée-Bissau	0	0	9465,5		12557,1	0	19901,8	15164,5	57088,9
	Mali	0	30115	50351,5	0		0	163,4	37950,6	118580,4
	Niger	4,9	18341,8	34032,2	0	601,8		34777,1	14167,9	101925,7
	Sénégal	254	19616	0	0	0	5001,5		14615	39486,5
	Togo	7025	15432	43471,2	0	565	5815	1824		74132,2
	UEMOA	12528,9	147138	321549,5	0	203283,1	35824,7	218089,6	338353,8	1276767,5

Sources : BCEAO, Cellule sous-régionale

Tableau A4.14 : Matrice des stocks d'IDE intra-communautaires au titre des fonds propres au 31 décembre 2019 (en millions FCFA)

		Flux net d'IDE au titre des créances								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Flux net d'IDE au titre des engagements	Bénin		11561	70221,3	0	0	7	43327,2	45367	170483,5
	Burkina	42,8		83703,7	0	12473	0	4480	40743,7	141443,2
	Côte d'Ivoire	8094,3	20992,2		0	28740,5	80,2	57624	130906,1	246437,2
	Guinée-Bissau	0	0	8632		10284,7	0	17249,9	12708,6	48875,2
	Mali	10950,3	21744,7	42337,2	0		0	75129,3	36207	186368,5
	Niger	7,2	18158,4	18299,7	0	606,8		30942,5	10340,7	78355,4
	Sénégal	14961,9	20355,1	40406	0	0	1,5		15964	91688,4
	Togo	7000	13485,7	54554,4	0	0	100	0		75140,2
	UEMOA	41056,5	106297,2	318154,3	0	52105	188,7	228752,9	292237,1	1038791,6

Sources : BCEAO, Cellule sous-régionale

Tableau A4.15 : Matrice des flux net d'IDE intra-communautaires au titre des instruments de dettes en 2020 (en millions FCFA)

		Flux net d'IDE au titre des créances								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Flux net d'IDE au titre des engagements	Bénin		46.7	-25.0	0.0	126.0	5,414.0	-1,048.0	-209.0	4,304.7
	Burkina	-1,956.6		-2,346.2	173.1	-9,822.2	13.5	-15,285.0	-906.0	-30,129.4
	Côte d'Ivoire	-2,634.5	10,771.0		16.9	794.3	15.7	444.7	-10,161.0	-752.9
	Guinée-Bissau	0.0	0.0	1,923.2		2,661.3	0.0	0.0	58.0	4,642.5
	Mali	223.3	-14,147.3	-4,764.3	-313.0		26.2	0.0	622.0	-18,353.1
	Niger	9,587.0	543.0	25,419.7	0.0	15.7		-868.8	-1,703.0	32,993.6
	Sénégal	-2,839.0	-1,649.0	-5,394.8	0.0	0.0	-70.3		-7,193.0	-17,146.1
	Togo	620.4	69.0	4.0	0.0	650.0	0.0	-320.0		1,023.4
	UEMOA	3,000.6	-4,366.6	14,816.6	-123.0	-5,575.0	5,399.2	-17,077.1	-19,492.0	-23,417.4

Ligne (+) : Augmentation des engagements pour le pays bénéficiaire

Ligne (-) : Diminution des engagements pour le pays bénéficiaire

Colonne (+) : Augmentation des avoirs pour le pays d'origine des capitaux

Colonne (-) : Diminution des avoirs pour le pays d'origine des capitaux

Sources : BCEAO, Cellule sous-régionale

Tableau A4.16 : Matrice des flux net d'IDE intra-communautaires au titre des instruments de dettes en 2019 (en millions FCFA)

		Flux net d'IDE au titre des créances								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Flux net d'IDE au titre des engagements	Bénin		75	-5027,2	0	0	0	0	-3477	-8429,2
	Burkina	0		2870,5	0	0	536,6	1976	-3800	1583,1
	Côte d'Ivoire	245,7	20,9		16,9	19405,8	0	2328,4	12724	34741,6
	Guinée-Bissau	0	0	-2502		0,3	0	0	-609	-3110,7
	Mali	0	566	328,1	0		0	0	-1185	-290,9
	Niger	0	718	-11	0	0		788	967	2462
	Sénégal	2500	192	4334	0	-6100	-2312		-6761	-8147
	Togo	-215	222	230,4	0	1153,4	0	1215		2605,8
	UEMOA	2530,7	1793,9	222,8	16,9	14459,5	-1775,4	6307,4	-2141	21414,6

Ligne (+) : Augmentation des engagements pour le pays bénéficiaire

Ligne (-) : Diminution des engagements pour le pays bénéficiaire

Colonne (+) : Augmentation des avoirs pour le pays d'origine des capitaux

Colonne (-) : Diminution des avoirs pour le pays d'origine des capitaux

Sources : BCEAO, Cellule sous-régionale

Tableau A4.17 : Matrice des stocks d'IDE intra-communautaires au titre des instruments de dettes au 31 décembre 2020 (en millions FCFA)

		Flux net d'IDE au titre des créances								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Flux net d'IDE au titre des engagements	Bénin		604,7	5168,2	0	145	17872	71	1120	24980,9
	Burkina	499		10459,8	250,7	2060,7	2636,3	0	828	16734,4
	Côte d'Ivoire	13036	19848		23,2	24980,7	886,6	14600,3	11839	85213,8
	Guinée-Bissau	0	0	6893,7		6397,3	0	0	59	13350
	Mali	2226,6	874,7	52254	0		5235,7	0	843	61434
	Niger	12518	1700	51570,6	0	1706		10362,6	1448	79305,1
	Sénégal	1154	1222	18341	0	0	0		1592	22309
	Togo	639	576	34643,9	0	650	9,8	1188		37706,7
	UEMOA	30072,6	24825,4	179331,3	273,9	35939,6	26640,4	26221,8	17729	341033,9

Sources : BCEAO, Cellule sous-régionale

Tableau A4.18 : Matrice des stocks d'IDE intra-communautaires au titre des instruments de dettes au 31 décembre 2019 (en millions FCFA)

		Flux net d'IDE au titre des créances								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Flux net d'IDE au titre des engagements	Bénin		483	5193,2	0	0	2125	0	913	8714,2
	Burkina	0		11640,4	0	17250	3575,5	17685,5	1026	51177,4
	Côte d'Ivoire	261,7	1605		23,2	43920,8	500	5911,4	21002	73224
	Guinée-Bissau	0	0	6893,7		0,3	0	0	1	6895
	Mali	0	5740,8	57073,5	0		5999	0	651	69464,3
	Niger	151	1177,5	1716,5	0	1990		11045,9	3348	19428,8
	Sénégal	2500	4907,5	21125,5	0	0	0		6848	35381
	Togo	1	507	34639,9	0	2156,4	0	1893		39197,3
	UEMOA	2913,7	14420,8	138282,7	23,2	65317,4	12199,5	36535,8	33789	303482

Sources : BCEAO, Cellule sous-régionale

Tableau A5.1 : Principaux produits échangés dans le commerce intra-UEMOA en 2020 (en millions FCFA)

Produits	Pays exportateurs								
	Bénin	Burkina Faso	Cote d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Combustibles minéraux, huiles (produits pétroliers & électricité)	182,1	927,3	269124,7	2909,9	16800,4	128246,9	262308,9	67994,0	830111,9
Sel, soufre, terres et pierres (ciment)	34519,1	13852,7	7059,2	0,0	445,5	63,7	78050,8	1791,9	138756,0
Graisses et huiles	532,0	960,4	101798,0	0,0	184,5	394,4	1254,5	35060,9	144908,0
Engrais	1081,1	5,5	13416,5	0,0	22683,8	1,9	16836,4	35,8	55412,8
Matières plastiques et ouvrages en ces matières	4079,3	305,5	56674,9	23,3	3575,2	736,9	125042,8	29500,1	236128,5
Fonte, fer et acier	3756,8	7347,5	3283,2	310,4	15674,3	122,7	28884,8	12847,6	64899,4
Huiles essentielles, produits cosmétiques	223,8	153,5	32713,4	0,0	391,4	0,0	10924,8	22773,9	60384,2
Tabacs	0,0	467,9	40724,4	0,0	6,8	0,0	19427,4	13920,6	80667,6
Animaux vivants	0,3	207,5	0,0	0,0	35879,6	861,9	8,0	683,0	27375,9
Préparations alimentaires diverses	7,2	495,7	12,5	0,0	115,5	2897,4	170,7	3491,9	4322,6
Céréales	356,2	13446,0	6736,7	0,0	226,0	41,5	153165,4	89,7	214975,1
Coton	5371,8	7783,3	8280,4	0,0	64933,4	1589,1	46,6	10708,7	75116,0
Autres produits	53835,8	82962,0	351624,5	898,5	58870,9	13524,7	21725,4	250484,2	730890,2
Tota exportations	103945,5	128914,8	891448,4	4142,1	219787,3	148481,2	717846,7	449382,2	2663948,2

Sources : BCEAO, Cellule sous-régionale

Tableau A5.2 : Part des principaux produits dans les exportations intra-UEMOA en 2020 (en %)

Produits	Bénin	Burkina Faso	Cote d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Combustibles minéraux, huiles (produits pétroliers & électricité)	0,2	0,7	30,2	70,3	7,6	86,4	36,5	15,1	31,2
Sel, soufre, terres et pierres (ciment)	33,2	10,7	0,8	0,0	0,2	0,0	10,9	0,4	5,2
Graisses et huiles	0,5	0,7	11,4	0,0	0,1	0,3	0,2	7,8	5,4
Engrais	1,0	0,0	1,5	0,0	10,3	0,0	2,3	0,0	2,1
Matières plastiques et ouvrages en ces matières	3,9	0,2	6,4	0,6	1,6	0,5	17,4	6,6	8,9
Fonte, fer et acier	3,6	5,7	0,4	7,5	7,1	0,1	4,0	2,9	2,4
Huiles essentielles, produits cosmétiques	0,2	0,1	3,7	0,0	0,2	0,0	1,5	5,1	2,3
Tabacs	0,0	0,4	4,6	0,0	0,0	0,0	2,7	3,1	3,0
Animaux vivants	0,0	0,2	0,0	0,0	16,3	0,6	0,0	0,2	1,0
Préparations alimentaires diverses	0,0	0,4	0,0	0,0	0,1	2,0	0,0	0,8	0,2
Céréales	0,3	10,4	0,8	0,0	0,1	0,0	21,3	0,0	8,1
Coton	5,2	6,0	0,9	0,0	29,5	1,1	0,0	2,4	2,8
Autres produits	51,8	64,4	39,4	21,7	26,8	9,1	3,0	55,7	27,4
Total exportations	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Sources : BCEAO, Cellule sous-régionale

ANNEXE 2 : PRINCIPALES MODIFICATIONS APPORTÉES AU DISPOSITIF D'ÉLABORATION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS ET DE LA POSITION EXTÉRIEURE GLOBALE AU SEIN DE L'UEMOA

La révision du dispositif sous-régional d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale est motivée par la nécessité de prendre en compte les innovations introduites par la sixième édition du Manuel du FMI et le souci d'amélioration de la qualité du cadre de collecte, de traitement et d'analyse des données.

1.1 - Innovations introduites par la sixième édition du manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6)

L'élaboration du nouveau Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6) vise à prendre en compte les questions qui ont fait leur apparition ou ont pris de l'importance dans le domaine des transactions et positions internationales.

La sixième édition du Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale procède également au retraitement et à la reclassification de certaines opérations, ainsi qu'au renforcement de l'harmonisation avec le Système de Comptabilité Nationale (SCN), révisé la même année, et les autres documents méthodologiques de référence parus après le MBP5. Il s'agit notamment du manuel de statistiques monétaires et financières (2000), du supplément au MBP5 sur les dérivés financiers (2000), du manuel sur les réserves internationales et liquidité internationale : directives de déclaration des données (2001), du manuel des statistiques du commerce international des services (2002) et des Statistiques de la dette extérieure : Guide pour les statisticiens et les utilisateurs (2003).

Par ailleurs, le MBP6 met davantage l'accent sur l'élaboration et l'analyse de la position extérieure globale (PEG). L'importance de la PEG dans la 6e édition provient du fait que l'analyse bilantielle joue désormais un rôle prépondérant dans l'appréciation de la vulnérabilité des économies aux crises, ainsi que dans l'étude des sources de financement des déficits. L'approche bilantielle, qui examine en quoi les faiblesses du bilan financier liées à l'échéance, à la devise, à la structure financière, à la solvabilité et à la dépendance contribuent à la vulnérabilité macrofinancière, renforce la qualité de l'analyse de la vulnérabilité et de la viabilité extérieure d'une économie.

Ainsi, bien que le cadre de référence soit resté inchangé par rapport à la 5e édition (MBP5)¹, le nouveau Manuel apporte plus de clarifications et de modifications à certains concepts et définitions, pour tenir compte des développements enregistrés par l'économie mondiale, après la parution du MBP5. Ces évolutions concernent notamment :

la mondialisation, dont l'une des principales implications est l'accroissement rapide des mouvements de capitaux privés et de main d'œuvre ;

les innovations financières et technologiques (développement des dérivés financiers, des services à distance via internet, etc.), l'intégration économique et monétaire, qui en plus des zones existantes (UEMOA, CEMAC, etc.) a été marquée notamment par l'avènement de nouvelles zones, telles que le COMESA, la SADC et, en particulier, la mise en circulation de l'euro comme monnaie commune des pays membres de l'Union Européenne, qui a fortement influé sur l'évolution des échanges mondiaux.

La prise en compte de toutes ces innovations implique des changements majeurs à la fois au niveau des concepts, des composantes type et des principes d'élaboration.

1.1.1 - Aspects conceptuels

Les principes de base, tels que l'enregistrement en partie double, la chronologie, le prix d'évaluation et le changement de propriété demeurent inchangés. Toutefois, le MBP6 apporte des clarifications dans la définition de plusieurs concepts déjà développés dans la 5e édition. Il s'agit notamment des notions de « territoire économique », de « résidence », de « transactions » et de « financement exceptionnel ».

- **Territoire économique** : Le territoire économique comprend l'espace aérien, les eaux territoriales et le plateau continental sur lesquels un pays jouit de droits exclusifs ou sur

lesquels il a juridiction en ce qui concerne les droits de pêche ou d'exploitation des combustibles ou des minéraux présents dans les sous-sols des mers et des océans, les îles rattachées et les enclaves territoriales à l'étranger. La définition du territoire économique ne requiert plus que les personnes, les biens et les capitaux y circulent librement. Les unions économiques et les unions monétaires sont considérées comme des territoires économiques dans le cadre de l'établissement de la balance des paiements régionale.

- **Résidence** : La résidence d'une unité institutionnelle est liée au territoire économique sur lequel elle a son « centre d'intérêt économique prédominant ». Le nouveau Manuel n'apporte pas de changement substantiel à la notion de résidence. L'ajout du terme « prédominant » permet toutefois de reconnaître que certaines unités peuvent avoir un intérêt économique dans deux ou plusieurs territoires. Les critères de résidence sont mieux spécifiés pour les individus mobiles, dont la définition de la résidence avait été laissée à l'appréciation des pays dans la 5e édition.
- **Transactions** : Les transactions enregistrées dans la 6e édition du Manuel de la balance des paiements correspondent à des interactions entre une unité résidente et une unité non-résidente agissant en accord réciproque impliquant un échange de valeurs ou un transfert. La 5e édition du Manuel avait retenu comme définition de la transaction « un flux économique découlant de la transformation, de l'échange, du transfert ou de l'extinction d'une valeur économique ». Il résulte de la nouvelle définition que l'accumulation d'arriérés de paiement extérieurs et les transferts des migrants ne sont plus classés dans les transactions au sens strict du terme. Les variations d'actifs et de passifs financiers résultant du changement de résidence des individus (particuliers et ménages) sont reclassées dans la position extérieure globale, mais ne sont pas prises en compte dans la balance des paiements.

1.1.2 - Composantes type du MBP6

Tenant compte de ces modifications, la structure de la balance des paiements selon l'optique du MBP6 se présente comme suit.

<p><i>Présentation synthétique des composantes de la balance des paiements</i></p> <p><i>Compte des transactions courantes</i></p> <p><i>Biens et services</i></p> <p><i>Biens</i></p> <p><i>Services</i></p> <p><i>Compte du revenu primaire (anciennement compte « revenu »)</i></p> <p><i>Compte du revenu secondaire (anciennement « transferts courants »)</i></p> <p><i>Compte de capital</i></p> <p><i>Acquisition et cession d'actifs non produits</i></p> <p><i>Transferts en capital</i></p> <p><i>Compte financier (anciennement compte d'opérations financières)</i></p> <p><i>Investissements directs</i></p> <p><i>Investissements de portefeuille</i></p> <p><i>Produits financiers dérivés (traité comme sous-rubrique des investissements de portefeuille dans le MBP5)</i></p> <p><i>Autres investissements</i></p> <p><i>Avoirs de réserve</i></p>

De façon générale, l'utilisation de signes dans la présentation du MBP6 s'opère comme suit:

- *dans les comptes des transactions courantes et de capital, crédits et débits sont enregistrés avec des signes positifs (à l'exception des revenus issus de l'investissement direct et du négoce international, qui peuvent produire des inscriptions négatives) ;*
- *dans le compte financier, les augmentations des actifs et passifs sont enregistrées avec des signes positifs, les diminutions avec des signes négatifs.*

a) Compte des biens et services

Les principaux changements apportés au compte des biens et services se présentent comme suit :

- *La création d'un poste supplémentaire, pour l'enregistrement des réexportations, un phénomène observé notamment au Bénin et au Niger, qui a pris de l'importance et de l'ampleur dans certains pays européens avec l'avènement de la Zone euro ;*
- *Le reclassement des biens achetés dans les ports et les aéroports dans les marchandises générales plutôt que comme un poste séparé ;*
- *Les biens achetés à l'étranger par les voyageurs pour leur consommation personnelle ou à des fins de cadeaux dépassant les seuils douaniers sont désormais inclus dans les marchandises générales au lieu du service voyage ;*
- *Le négoce international n'est plus traité comme un service, mais classé dans les exportations de biens, ce qui correspond à un retour au principe de la quatrième édition ;*
- *En cas de changement de résidence, les transferts des effets personnels des migrants ne sont ni inclus dans les biens, ni dans d'autres postes des comptes internationaux, puisqu'ils ne font pas l'objet de changement de propriété ;*
- *Les réparations et maintenance sur les marchandises mobiles sont retracées dans les services au lieu des biens. Le MBP5 les classait dans les biens, compte tenu de l'importance du matériel par rapport à la prestation de service proprement dite dans la facturation globale de la transaction ;*
- *Les services de transformation de biens physiques appartenant à d'autres territoires économiques sont retracés comme des services dans tous les cas, alors qu'ils pouvaient être considérés dans certains cas comme un changement de propriété du manufacturier selon le MBP5 ;*
- *La rubrique « services de télécommunications, d'informatique et d'information » regroupe celles des « services de communication » et « services d'informatique et d'information » du MBP5. Les « services postaux et de messagerie » sont désormais inclus dans les « transports », alors qu'ils étaient classés dans la rubrique des « services de communication »² selon le MBP5 ;*
- *Les dépenses des entreprises de construction non-résidentes en biens et services locaux sont incluses dans les Services de bâtiment et travaux publics, alors qu'elles sont classées dans les « Autres services aux entreprises » dans le MBP5. En outre, le MBP6 prévoit l'enregistrement des achats de biens et services à une troisième économie par les entreprises de construction, en chantier hors de leur pays de résidence, dans la balance*

des paiements de leur économie d'origine ;

- *Les résultats de la recherche et développement (tels que les brevets, les copyrights et les processus industriels) sont traités comme des actifs produits et inclus dans les services de recherche et développement. Ils étaient traités comme des actifs non produits et retracés dans le compte de capital selon le MBP5.*

b) Compte de revenu primaire

Le concept de « compte de revenu » dans le MBP5 est remplacé par celui de « compte de revenu primaire » dans le MBP6, pour assurer la cohérence avec le SCN 2008. Le « compte de revenu primaire » présente des composantes plus détaillées dans le nouveau Manuel, en distinguant les compensations des employés, les revenus des investissements et les autres revenus primaires, dont les taxes sur la production. Les principaux changements concernent :

- *La prise en compte explicite des loyers et des taxes sur les produits et la production ;*
- *La clarification de la relation employeur-salarié, de manière à faire apparaître une distinction entre rémunération des salariés et paiement de services ;*
- *L'enregistrement des dividendes à la date à laquelle l'acquisition d'actions ne donne pas droit au dividende de la période écoulée, au lieu de la date à laquelle ils sont exigibles comme dans le MBP5. La date ex-dividende est habituellement fixée deux jours avant la date de clôture des registres. Cela permet de traiter correctement toutes les transactions boursières effectuées antérieurement pour que la liste des actionnaires à la date de clôture des registres corresponde bien aux propriétaires de titres actuels ;*
- *L'ajustement des intérêts, de manière à faire apparaître l'intérêt "pur", c'est-à-dire après déduction de la composante SIFIM, qui est incluse dans les services financiers ;*
- *Le revenu des avoirs de réserve est classé séparément, alors qu'il était inclus dans les revenus des autres investissements dans le MBP5. S'il n'est pas disponible à des fins de publication, le revenu des avoirs de réserve peut être inclus au poste « Autres investissements/intérêts » ;*
- *L'imputation des commissions sur les prêts de titres et d'or est clarifiée et les commissions assimilées à des intérêts si elles reviennent au propriétaire qui prête ces actifs, avec écriture de contrepartie dans les autres comptes à recevoir/à payer. Le MBP5 ne traite pas explicitement de ces commissions. Toutefois, comme dans le MBP5, les commissions à verser aux dépositaires, etc., pour les services administratifs associés aux prêts sont enregistrées dans les services financiers.*

c) Compte de revenu secondaire

Le concept de « transferts courants » dans le MBP5 est remplacé par celui de « compte de revenu secondaire » dans le nouveau Manuel, en vue d'assurer la cohérence avec le SCN 2008. Dans le compte de revenu secondaire, l'expression « transferts personnels » remplace « envois de fonds des travailleurs ». En outre, il a été opéré une classification plus détaillée des types de transferts courants, à savoir « les transferts du Gouvernement général », « les transferts personnels » et « les autres transferts courants ». Ce compte indique la contribution des opérations entre résidents et non-résidents au compte de distribution secondaire du revenu décrit dans le Système de

Comptabilité Nationale. La nouvelle dénomination permet de souligner le rôle des transferts dans le processus d'affectation du revenu et son impact sur le revenu disponible et, partant, sur le solde des transactions courantes, contrairement aux transferts en capital.

d) Compte de capital

Dans le nouveau Manuel du FMI, l'accent n'est plus mis sur la présentation conjointe du compte de capital et d'opérations financières. Les changements majeurs concernent les points ci-après :

- *Contrairement à leur traitement dans le MBP5, les droits d'émission et les noms de domaine sur Internet sont considérés comme des actifs économiques possibles ;*
- *Dans le MBP6, les résultats de la recherche et développement (R&D), comme les brevets et les droits d'auteur, ne sont plus considérés comme des actifs non produits. Les achats et ventes directs de ces produits ne sont plus imputés au compte de capital, comme dans le MBP5, mais sont classés parmi les actifs produits, avec enregistrement des transactions dans les services (services de R&D pour brevets et droits d'auteur) ;*
- *Les avoirs des personnes changeant de résidence sont supprimés des transferts en capital pour être classés dans la PEG, au titre des « autres changements de volume » ;*
- *les transferts liés aux héritages, successions et aux grands cadeaux sont traités comme des transferts en capital, pour assurer l'harmonisation avec le Système de Comptabilité Nationale;*
- *Les indemnités d'assurance dans les transferts de capital sont prises en compte dans les cas exceptionnels de pertes dues à des catastrophes, pour assurer la cohérence avec le SCN.*

e) Compte financier

Les opérations financières sont enregistrées en termes de variations nettes d'actifs et de passifs financiers, en lieu et place de l'imputation crédit et débit. La ventilation fonctionnelle est maintenue, mais est plus détaillée pour inclure notamment une rubrique séparée pour le suivi des dérivés financiers. Par ailleurs, la définition des instruments de dette a été harmonisée avec celle du manuel des statistiques de la dette extérieure. Les principaux changements se présentent comme suit :

- *Comme dans le MBP5, les données du compte financier sont présentées par secteur institutionnel. Toutefois, la banque centrale remplace les autorités monétaires en tant que sous-secteur, mais les autorités monétaires restent un concept essentiel à la définition des avoirs de réserve. Les autres secteurs sont décomposés en « Autres sociétés financières » et « Sociétés non financières, ménages et ISBLSM » ;*
- *La classification des actifs et passifs financiers est désormais conforme au SCN2008 et au Manuel de statistiques monétaires et financières de 2000, de par les détails présentés et la terminologie utilisée. Dans les composantes types du MBP5, les instruments sont regroupés et ne sont pas libellés partout de la même manière ;*
- *Les actifs et passifs financiers des entités changeant de lieu de résidence (migrants) ne sont pas enregistrés en balance des paiements mais inclus dans les « Autres*

changements de volume », qui alimentent la Position Extérieure Globale (PEG) ;

- Les IDE sont désormais présentés sur la base des avoirs et engagements, et non en fonction du sens des flux de capitaux (investissements à l'étranger et dans l'économie). En outre, pour tenir compte du développement accru de la libre circulation des capitaux, occasionnant des chaînes de propriété longues et souvent complexes, il a été élaboré des directives sur l'identification de ces relations. Ces directives sont basées sur le cadre pour les relations d'investissement direct (CRID), qui prévoit des critères permettant de déterminer si une propriété transfrontalière se traduit par une relation d'investissement direct étranger. Dans les composantes types, les investissements directs sont classés en fonction de la relation entre l'investisseur et l'entité recevant l'investissement comme ci-après :
 - investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct
 - investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours);
 - et entreprises apparentées.
- Toutes les dettes entre certains types de sociétés financières apparentées sont exclues des investissements directs, à la différence du MBP5, où les dettes dites permanentes sont incluses dans les investissements directs. Les sociétés financières auxquelles cela s'applique sont les banques centrales, les institutions de dépôts autres que la banque centrale, les fonds de placement et les autres intermédiaires financiers, à l'exception des sociétés d'assurance et des fonds de pension ;
- Les intitulés du MBP5 « Obligations et autres titres d'emprunt » et « Instruments du marché monétaire » sont remplacés respectivement par « Titres de créance à long terme » et « Titres de créance à court terme » ;
- Les « Autres investissements » passent de quatre (4) à six (6) rubriques. Ce changement consacre l'éclatement de la rubrique « Autres avoirs, autres engagements » du MBP6 en :
 - Autres titres de participation, qui sont des participations qui ne sont pas incluses dans les investissements directs et qui ne prennent pas la forme de titres ;
 - Les régimes d'assurance, de pension et de garanties standardisées ;
 - et les autres comptes à recevoir/à payer.
- Les crédits commerciaux n'intègrent plus les imputations relatives aux exportations ou réimportations de biens pour transformation ;
- des clarifications ont été apportées à la notion d'avoirs de réserve, entraînant des réaménagements dans leur composition. Il s'agit notamment de la prise en compte des actifs gérés en commun, des accords de pension, des fonds à vocation spéciale, des engagements liés aux réserves et des accords monétaires régionaux ;
- Les allocations de DTS aux pays membres du FMI sont désormais retracées dans le compte financier, au titre des engagements. Dans le MBP5, elles n'étaient pas considérées comme un engagement, mais figuraient dans la position extérieure globale.

1.1.3 - Position extérieure globale (PEG)

La position extérieure globale (PEG) est définie comme étant un état statistique qui décrit, à un moment donné, la valeur des actifs et des passifs financiers des résidents d'une économie vis-à-vis des non-résidents.

Le nouveau Manuel reflète un intérêt accru pour l'analyse du compte de patrimoine comme outil

permettant de comprendre l'évolution de l'économie internationale au plan de la vulnérabilité et de la viabilité. A cet égard, le MBP6 présente des recommandations beaucoup plus détaillées sur la PEG et accorde davantage d'attention sur les réévaluations et autres changements de volume, enregistrés dans le compte des « Autres flux », et à leur incidence sur les stocks d'avoirs et engagements.

Les autres variations de volume concernent notamment les rapatriements de fonds consécutifs aux changements de résidence, les accumulations d'arriérés de paiement extérieurs (cette décision étant unilatérale), les cessions de devises à la banque centrale par des résidents (qui constituent une transaction entre résidents), etc. S'agissant des réévaluations, elles correspondent aux gains et pertes liées aux détentions d'actifs et de passifs, à la suite principalement des variations de prix et de taux de change.

Dans le nouveau Manuel du FMI, les composantes de la PEG sont en ligne avec celles du compte financier pour assurer l'analyse de l'interdépendance entre les stocks et les flux selon les différentes rubriques, comme indiqué ci-après :

Présentation schématique des relations entre les composantes de la balance des paiements et de la PEG						
		Crédit	Débit			
	Transactions BDP					
	Compte courant					
	-biens et services					
	- revenu primaire					
	- revenu secondaire					
	Compte de capital					
	- acquisition/cession - d'actifs non produits					
	- transfert en capital					

<i>Ouverture PEG</i>	<i>Compte financier</i>	<i>Compte des autres flux</i>		<i>Clôture PEG</i>
<i>Actifs</i>	<i>Actifs</i>			<i>Actifs</i>
- <i>investissement direct</i>	- <i>investissement direct</i>			- <i>investissement direct</i>
- <i>investissement de portefeuille</i>	- <i>investissement de portefeuille</i>	<i>Réévaluation</i>	<i>Autres changements</i>	- <i>investissement de portefeuille</i>
- <i>produits financiers dérivés</i>	- <i>produits financiers dérivés</i>			- <i>produits financiers dérivés</i>
- <i>autres investissements</i>	- <i>autres investissements</i>			- <i>autres investissements</i>
- <i>avoirs de réserve</i>	- <i>avoirs de réserve</i>			- <i>avoirs de réserve</i>
<i>Passifs</i>	<i>Passifs</i>			<i>Passifs</i>
- <i>investissement direct</i>	- <i>investissement direct</i>			- <i>investissement direct</i>
- <i>investissement de portefeuille</i>	- <i>investissement de portefeuille</i>			- <i>investissement de portefeuille</i>
- <i>produits financiers dérivés</i>	- <i>produits financiers dérivés</i>			- <i>produits financiers dérivés</i>
- <i>autres investissements</i>	- <i>autres investissements</i>			- <i>autres investissements</i>
	<i>Erreurs et omissions</i>			



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int